



**20ème Sommet des Présidents
des groupes parlementaires PPE
au sein des Parlements nationaux
de l'UE et du PE**

7 avril 2014

TABLE DES MATIÈRES

Programme	4
Ouverture du Sommet	6
Première séance : "La Commission de l'Union européenne : Bilan et défis pour 2014 "	8
Deuxième séance : Après le Congrès de Dublin : un candidat pour l'Europe	12
Troisième séance : La campagne électorale du PPE pour les élections européennes	24
Quatrième séance : Bilan de la Présidence grecque	38
Déclaration finale	44

PROGRAMME

Ouverture du Sommet

Co-présidence :

Paulo RANGEL, MdPE, Vice-président du Groupe PPE chargé des relations avec les groupes parlementaires des Parlements nationaux, tête de liste PSD Portugal

I. « La Commission européenne : Bilan et défis pour 2014 »

- **José Manuel BARROSO**, Président de la Commission européenne :

Debate

II. Après le Congrès de Dublin : un candidat pour l'Europe

- **Joseph DAUL**, MdPE, Président du Groupe PPE, Président du Parti Populaire Européen
- **Marianne THYSSEN**, MdPE, tête de liste CD&V, Belgique
- **David McALLISTER**, tête de liste CDU (Spitzenkandidat) pour les élections européennes, Allemagne

Discours par :

- **Jean-Claude JUNCKER**, Candidat PPE à la Présidence de la Commission européenne

Debate

III. La campagne électorale du PPE pour les élections européennes

- **Iñigo MENDEZ de VIGO**, Secrétaire d'État aux affaires européennes, Espagne
- **Valdis DOMBROVSKIS**, MP, ancien Premier ministre, tête de liste Vienotiba, Lettonie
- **Alain LAMASSOURE**, MdPE, tête de liste UMP, Ile de France, France
- **Danuta HÜBNER**, MdPE, tête de liste Platforma Obywatelska Varsovie, Pologne
- **Tomislav DONTCHEV**, MP, tête de liste GERB, Bulgarie
- **Theodor STOLOJAN**, MdPE, tête de liste PDL, Roumanie

Débat

IV. Bilan de la Présidence grecque

Konstantinos MOUSSOULOULIS, MP, Vice-président de la commission des affaires européennes,
Grèce

V. Déclaration finale

OUVERTURE DU SOMMET

PAULO RANGEL, MdPE,

Vice-président du Groupe PPE chargé des relations avec les groupes parlementaires des Parlements nationaux



Paulo **RANGEL**, MdPE, Vice-président du Groupe PPE chargé des relations avec les groupes parlementaires des Parlements nationaux

Chers collègues, chers amis,

Les campagnes électorales sont des moments propices pour aller à la rencontre des citoyens.

Ces moments doivent être vécus avec joie, enthousiasme et de manière positive.

Nous avons devant nous deux ou trois semaines d'activité intense, pendant lesquelles nous allons rencontrer, écouter, expliquer et partager le message commun qui doit nous animer. Nous sommes élus par les citoyens européens pour les représenter.

La situation est difficile, certains défis sont risqués, cependant, il n'y a aucune raison de redouter les élections et leurs résultats.

Nous nous battons pour des idées et des programmes développés au nom de nos concitoyens, nous sommes tous du même côté, nous agissons ensemble pour le bien de tous, pour nos pays et pour l'Union européenne.

Nous nous trouvons dans une situation financière et économique très délicate, et la conjoncture politique est très compliquée.

Néanmoins, notre famille politique, le Parti populaire européen, a été le parti le plus positif, le plus cohérent, le plus prompt à agir et le plus efficace.

Nous avons proposé une politique stricte, qui prône l'unité européenne en réclamant une solidarité nationale et européenne sans failles.

Nous entamons cette campagne avec la fierté de ceux qui ont agi avec conviction et raison par le passé et qui ont des propositions de programme pour l'avenir.

Le programme de notre congrès à Dublin contient une série d'idées cohérentes et des propositions ambitieuses de réformes pour une Union européenne à l'image de celle qu'en avaient ses Pères fondateurs et qui s'inscrit parfaitement dans la nouvelle époque telle que nous la concevons.

Il s'agit des premières élections après l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne mais aussi des premières élections qui se tiendront dans un contexte de crise.

Une crise qui a commencé par être financière mais qui est devenue économique, politique et sociale.

Une crise qui commence à montrer les premiers signes de récupération; mais - nous le savons tous - ce n'est que le début du chemin, le début d'un nouveau chemin!

Seule l'Europe garantit la démocratie contre les extrémismes.

Nous devons lancer l'alerte: un discours anti-Europe est avant tout un discours anti-démocratie!

Une montée significative de l'extrême droite ou de l'extrême gauche est un danger dont nous devons être conscients.

C'est dangereux dans la mesure où ça peut bloquer le fonctionnement des institutions mais aussi parce que, en donnant une légitimité démocratique aux extrémismes, nous donnons carte blanche à la destruction progressive sur le long terme du projet européen.

Nous devons également préparer avec beaucoup de soin les réponses que nous allons donner aux socialistes, car ils choisissent souvent la voie de la démagogie. Et quand ils ne prennent pas la voie démagogique, ils suivent le chemin de l'irresponsabilité.

Cette voie a mené beaucoup de pays, et notamment le mien, à la situation actuelle: la nécessité de l'intervention de la troïka.

Heureusement, nous reprenons les choses en mains et des signes positifs apparaissent nous montrant que nous commençons à gagner la confiance des citoyens, des entrepreneurs et des investisseurs.

Chers amis, chers collègues,

Je voudrais profiter de cette réunion avec nos collègues des parlements nationaux pour adresser un message tout à fait réaliste de début de campagne: le Parti populaire européen a toutes les chances de gagner ces élections!

Je suis convaincu que la crise a donné aux citoyens de nouveaux outils de compréhension du fonctionnement de l'économie et des choix politiques que nous proposons.

Pour la première fois, les partis vont présenter un candidat à la présidence de la Commission.

À Dublin nous avons donné le signal de la course pour l'Europe!

Nous avons un candidat, Jean-Claude Juncker, bien connu pour son curriculum et pour ses compétences techniques et politiques.

Je pense que l'élection du président de la Commission européenne par le Parlement européen rend les élections européennes plus attrayantes.

J'espère que cela incitera les citoyens européens à venir voter plus nombreux.

Comme je l'ai indiqué dans mon rapport d'initiative sur la mise en œuvre du traité de Lisbonne, en ce qui concerne le Parlement européen, j'estime que la nouvelle procédure selon laquelle le président de la Commission est élu par le Parlement renforcera la légitimité de la Commission et son rôle politique, et confèrera aux élections européennes une plus grande importance. En effet, désormais le choix des électeurs aura une influence sur le Parlement européen et sur l'élection du président de la Commission de façon plus directe.

Nous sommes prêts à mener la campagne électorale en mai prochain et nous sommes résolus à remporter ces élections!

PREMIÈRE SÉANCE :

« LA COMMISSION EUROPÉENNE :
BILAN ET DÉFIS POUR 2014 »

JOSÉ MANUEL BARROSO, Président de la Commission européenne

Le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, salue l'initiative du vingtième sommet des dirigeants parlementaires du PPE, qui s'est tenu le 7 avril dernier, quelques semaines seulement avant les élections européennes. Il souligne qu'au cours de la crise économique et financière, et jusqu'à aujourd'hui, les instances dirigeantes du PPE à l'échelle nationale et européenne ont joué un rôle essentiel, saluant les efforts des gouvernements au pouvoir et des institutions européennes. M. Barroso ajoute: «Le PPE s'appuie sur une politique d'initiative responsable et solidaire. Nous ne devons abandonner ni cette politique ni nos principes, mais devons au contraire les défendre, les expliquer et les mettre en avant. Les électeurs vont se déterminer en fonction de la situation actuelle mais vont aussi voter pour leur avenir. C'est pour cela que nous devons leur proposer une vision optimiste, des objectifs réalisables, et ne pas aborder les élections avec un discours négatif. Il reste en effet beaucoup à faire dans les années à venir».

M. Barroso livre ensuite un exposé exhaustif des solutions pour relancer la croissance et le marché du travail, soulignant que l'Union a besoin d'assainir ses finances, d'élaborer davantage de réformes et de multiplier les investissements. Il insiste en outre sur la nécessité de renforcer l'union économique et monétaire.

«Nous devons pouvoir expliquer nos résultats avec conviction, pouvoir montrer que la croissance et l'emploi sont désormais nos priorités, et pour réussir nous devons adapter le marché unique au XXIe siècle. Une infrastructure paneuropéenne est nécessaire pour la science, les transports, l'énergie et le marché numérique. Il faut par exemple ouvrir les marchés mondiaux du commerce, grâce à des accords avec les États-Unis. Il convient de poursuivre les efforts pour



José Manuel **BARROSO**, Président de la Commission européenne

élaborer une réglementation intelligente et réduire au minimum le rôle de l'administration, en supprimant les lourdeurs administratives à l'échelle nationale et européenne, car la bureaucratie n'est pas seulement un problème en Europe,» indique M. Barroso. Il ajoute: «Nous devons montrer l'exemple en proposant des solutions plus prudentes et plus durables en matière de climat et d'énergie; il faut faire face de manière appropriée aux problèmes de l'immigration légale et de l'immigration clandestine, grâce à des mesures claires de lutte contre l'immigration clandestine et à une solution intelligente pour la maîtrise de l'immigration légale. Dernier élément mais non des moindres, nous devons œuvrer à l'élaboration d'une Europe plus forte et plus cohérente, du moins pour les pays qui souhaitent poursuivre leur intégration, et il convient bien sûr de

continuer d'ouvrir les portes de l'Europe aux pays qui voudraient en devenir membres.»

Quant à la crise ukrainienne, le président de la Commission rappelle l'importance absolue d'avoir une Europe plus forte qui bénéficie d'une union politique solide, pour pouvoir fonder son action sur une politique étrangère et de sécurité commune et qui dispose de quelques principes d'identité européenne dans le domaine de la défense.

«À l'ère de la mondialisation, si la marge de décision est plus réduite qu'auparavant, la politique reste importante. Qui sera le prochain président de la Commission européenne? Quel parti sera majoritaire au Parlement européen? Quelles grandes orientations nos institutions choisiront-elles? Les réponses à ces questions ont de l'importance. L'Europe a besoin d'un PPE fort, et l'Europe demandera au PPE de se maintenir au pouvoir s'il confirme son engagement envers l'Europe et les valeurs européennes, j'en suis convaincu,» a conclu M. Barroso.



José Manuel **BARROSO**, Président de la Commission européenne et Paulo **RANGEL**, MdPE, Vice-président du Groupe PPE chargé des relations avec les Groupes parlementaires des Parlements nationaux, tête de liste PSD Portugal

DÉBAT : REGARDER VERS L'AVENIR



Gustav **Blix** MP (Moderaterna, SE), membre de la commission des affaires européennes au Parlement suédois (Riksdag), explique que la prospérité future passe nécessairement par la poursuite des réformes, par une économie plus compétitive et plus ouverte et par une diminution

des taxes. Selon lui, “des économies distinctes et des degrés différents de liberté économique dans les États membres sont des aspects fondamentaux”. Il ajoute que “nous devons observer les résultats des pays européens qui ont mené des réformes considérables et dont l'économie est saine, comme le Danemark. Gustav Blix évoque également l'importance d'une voix européenne unique en matière de politique étrangère concernant l'Ukraine, la Turquie et la Russie.



Jean **Bizet** MP (UMP, FR), vice-président de la commission des affaires européennes au Sénat, s'enquiert de la position qu'adopterait le président de la Commission européenne si la France réclamait un nouveau calendrier afin de contrôler ses finances. Il se réjouit du travail réalisé

sur base de la codécision entre le Conseil et le Parlement concernant la réforme de la PAC. Il demande également s'il y aura une clause de révision ou une option alternative en 2016.



David **McAllister** MP (CDU, DE), tête de liste de son parti aux élections européennes, intervient pour demander au président de la Commission européenne quels seraient les avantages d'un éventuel accord commercial avec les États-Unis.



José **López Garrido** MP (PP, ES), membre de la commission paritaire sur l'Union européenne au sein du Congrès des députés en Espagne, s'exprime au sujet du danger que représente le sentiment anti-européen. “Il serait bon que le PPE trouve une stratégie «européenne» unique et raisonnable pour faire face à l'immigration afin d'éviter tout malentendu.”

DEUXIÈME SÉANCE:

APRÈS LE CONGRÈS DE DUBLIN : UN CANDIDAT POUR L'EUROPE

JOSEPH DAUL, MdPE

Président du Groupe PPE, Président du Parti Populaire européen

Monsieur le Président de la Commission, cher José Manuel Barroso,
Monsieur le vice-président du Groupe PPE, cher Paulo Rangel,
Monsieur le Ministre,
Mesdames, Messieurs,
Cher(e)s collègues,

Je suis content de pouvoir vous revoir une dernière fois avant les élections de mai prochain. Ces élections sont importantes pour nous tous, tant à vos niveaux nationaux respectifs qu'au niveau européen.

Les derniers sondages sont encourageants pour le PPE. Après une période d'incertitude, nous observons une remontée favorable à notre famille politique. À nous de soutenir et d'amplifier ce mouvement. Nous sommes là pour ça aujourd'hui.

C'est important parce qu'il en va de l'orientation de l'Europe pour les cinq prochaines années. Au PPE notre ligne est très claire. Il s'agit de continuer le travail engagé, d'une part pour sortir « renforcé » de la crise, d'autre part pour approfondir notre intégration européenne.

En disant cela vous me ferez remarquer que l'un ne va pas sans l'autre. C'est vrai. Et c'est ce qui nous distingue des socialistes.

Nous, nous voulons continuer les réformes structurelles ; elles sont indispensables. Nous voulons que les entreprises puissent investir. Nous voulons le retour d'une vraie croissance, qui crée des emplois.

Nous ne voulons pas comme les socialistes, on le voit bien en France, relâcher les efforts et replonger dans cycle de déficits, de dettes et de faillites.

Un autre aspect me tient à cœur avec ces élections. Cela peut paraître de la cuisine interne, et pourtant



Joseph DAUL, MdPE, Président du Groupe PPE, Président du Parti Populaire européen

c'est déterminant pour la suite.

Au niveau des partis politiques européens nous avons, chacun, un candidat pour la présidence de la Commission européenne.

C'est un réel progrès. Comme moi, des années et des années vous avez entendu cette même remarque de nos concitoyens : l'Europe on ne sait pas qui fait quoi. Ce n'est pas démocratique.

Là nos concitoyens auront le choix entre différents candidats. Et surtout entre différents projets politiques.

Les membres du Conseil européen sont un peu inquiets de cette innovation. Jusqu'à présent c'était leur prérogative de nommer le président de la Commission.

Ils sont certainement convaincus d'être les plus aptes à choisir celui ou celle qui est le plus calibré pour le job. Je viens d'une tradition différente ; je crois que la meilleure personne pour le poste est toujours celui ou celle qui a été élu. Pourquoi? À la question de la compétence s'ajoute celle de la légitimité.

Nous ne pouvons pas ignorer que ces élections se déroulent à un moment où les Européens tournent le dos à la politique - et pas seulement la politique européenne.

Dans la plupart des pays, pour ne pas dire dans tous les pays on assiste à une baisse du taux de participation, y compris pour les élections qui traditionnellement attirent le plus les électeurs, comme les élections municipales.

Dans certains cas le taux de participation est inférieur à 50 % !

Et cela ne nous profite pas. Ça fait juste le jeu des partis anti-système.

On ne peut pas prendre cela à la légère. À long terme on pourrait assister à une prise de pouvoir par des rassemblements de masses et autres manifestations de rue, au détriment du suffrage universel.

Vous en connaissez comme moi les conséquences. Rien de bon pour la démocratie.

Quand nos concitoyens votent contre l'Europe c'est parce qu'ils ont peur pour leur avenir, leur emploi, leur sécurité. Ils ne se reconnaissent plus dans l'Europe. Ils ont l'impression que l'Europe c'est une affaire d'initiés qui manœuvrent en coulisses.

Et ils ont malheureusement, en partie, raison.

Nous avons cette responsabilité, celle de permettre aux Européens de s'exprimer sur l'Europe, qu'ils veulent réellement.

Le Président et la Commission, sont responsables d'environ un tiers de la législation adoptée dans les États membres. Ces lois ont de plus en plus un impact direct sur la vie de nos concitoyens.

Dès l'instant où ils se lèvent le matin jusqu'au soir, l'Europe fait partie de leur vie.

C'est aussi pourquoi j'aimerais à l'avenir que les futurs commissaires soient également présents sur les listes aux élections européennes, comme c'est le cas aujourd'hui pour six d'entre nous. Ce n'est pas dans les traités, mais c'est un gain de transparence indéniable.

Nous devons être honnêtes avec nous-mêmes et reconnaître que nous n'avons pas toujours été à la hauteur.

En tant que PPE nous appartenons à une famille européenne particulière. Celle qui depuis soixante a fait avancer l'Europe. Pour continuer à faire avancer l'Europe il faut que les Européens l'aime davantage.

Pour paraphraser mon ami Jean-Claude Juncker, nous avons cette mission. Faire en sorte que nos concitoyens tombent à nouveau amoureux de l'Europe.

Nous avons trop souvent pris l'Europe pour un acquis. Et il faut reconnaître que nous n'avons pas toujours fait le travail correctement. Quand je prends le marché unique, par exemple, nous devons nous ressaisir.

Le marché unique doit, enfin, être terminé. Et il doit être complété par un marché unique de l'énergie qui, comme la PAC, nous aidera à contrôler les prix et apportera de la stabilité.

Il faut avancer aussi sur l'économie numérique qui est source de croissance et d'emplois.

Vous savez quel est le coût de la non Europe ? Je vais demander à nos services de vous la faire parvenir si ce n'est pas déjà le cas.

Une étude du Parlement estime que la «non Europe» dans seulement 24 secteurs déterminés, nous coûte 6% de PIB ! Vous imaginez, si on légifère un peu mieux, sans aucun investissement, on peut gagner 6% de PIB...

Les cinq prochaines années doivent apporter le changement. Le progrès. Nous devons utiliser la majorité que nous avons au Conseil, et je crois que nous l'aurons à la Commission et au Parlement pour approfondir notre Union.

Pour y parvenir nous devons convaincre les Européens de nous soutenir. Et cela commence par un président de la Commission qui a été choisi par nos concitoyens.

MARIANNE THYSSEN, MdPE

Tête de liste CD&V - Belgique

Chers collègues,
Chers amis, et
Cher Paulo,

Je vous remercie d'avoir organisé cette réunion de dernière minute. Je pense, chers collègues, qu'il est bon que nous nous réunissions à intervalles réguliers avec les chefs de groupes parlementaires, avec ceux qui assument des responsabilités dans les commissions spécialisées des parlements nationaux. Je suis convaincue qu'un échange de vues entre les partis membres et avec des représentants d'autres États membres constitue une approche constructive. Nous avons tous nos propres préoccupations, nos propres programmes de travail et nos propres priorités mais, au bout du compte, nous sommes confrontés aux mêmes problèmes sociaux que nous nous efforçons d'aborder en nous inspirant des mêmes valeurs partagées et sous le même angle politique. Maintenant, à l'approche des élections européennes, il paraît souhaitable que nous puissions nous écouter les uns les autres et réfléchir à la façon dont nous pouvons nous renforcer mutuellement, puisqu'il s'agit, après tout, de l'objectif de cette réunion.

Chers collègues, à la lointaine époque où je suis entrée pour la première fois au Parlement européen, à la fin de 1991, l'Europe était encore une idée romantique que l'opinion publique tenait encore pour une chose acquise. Le Rideau de fer et le mur de Berlin venaient d'entrer dans l'histoire; nos amis de l'Est de l'Europe aspiraient ardemment à entrer dans l'Union européenne; le traité de Maastricht venait d'être négocié, mais n'était pas encore signé. Nous rêvions tous de bâtir une politique intérieure commune, et nous œuvrions en faveur d'une politique extérieure commune; nous attendions impatientement l'introduction de l'euro, la monnaie unique qui à l'époque n'avait même pas encore de nom.

Pour résumer, nous étions très pro-européens et nous n'éprouvions aucune difficulté, ou très peu, à



Marianne **THYSSEN**, MdPE, tête de liste CD&V - Belgique

convaincre l'opinion publique de la nécessité et de la valeur ajoutée de l'intégration européenne.

Mais au fil du temps, la situation a changé et le regard porté sur l'Europe est devenu plus réaliste. J'estime que c'est une bonne chose que les gens aient commencé à adopter un regard plus critique et qu'ils considèrent finalement l'Union européenne comme un degré de décision politique comme un autre, comme l'un des niveaux d'un système de gouvernance comportant plusieurs strates, où chacun a ses tâches et ses responsabilités que, selon notre philosophie, nous attribuons dans le respect du principe de subsidiarité.

Cette évolution n'avait rien de mauvais en soi mais il faut avouer, à mon avis, que nous subissons un retour de balancier et nous réalisons aujourd'hui, essentiellement à cause de la crise financière et économique et la crise de la dette souveraine, que nous nous retrouvons dans

une situation où l'Europe est trop décriée, où nous entendons trop de voix eurosceptiques qui sont de plus en plus agressives et ne penchent pas toujours du côté de la vérité pour faire passer leur message, qui recourent à une rhétorique populiste et, au bout du compte, tiennent l'Europe pour responsable de tout ce qui va mal.

Mais ce qu'ils oublient, ce faisant, c'est que les grands objectifs de l'Europe de même que ses grandes réussites, que M. Barroso a également rappelés – paix et stabilité politique, liberté, démocratie, un mode de vie que le monde entier nous envie – sont des aspects qui, aux yeux de certains, ne valent plus grand-chose: d'aucuns pontifient sur la fin de l'euro, ou l'appellent bel et bien de leurs vœux, et ne seraient pas fâchés si l'Union européenne même venait à disparaître, mais nous – c'est important de s'en souvenir et nous pouvons en être fiers –, nous gardons le cap que nous avons fixé, nous continuons de défendre l'intégration européenne, l'unification et l'euro, nous avons pris des mesures d'urgence au plus fort de la tourmente, et nous avons adopté des mesures structurelles pour garantir qu'en fin de compte tout revienne à la normale.

Dans ce contexte, nous devons gratitude et respect à des hommes comme M. Barroso, Jean-Claude Juncker ou Herman Van Rompuy. Je pense que c'est une dette dont nous devrions vraiment nous acquitter et nous sommes en droit de le faire. Nous sommes sortis de l'une des crises les plus graves que nous ayons connues depuis que l'Union existe, et nous en sommes finalement sortis indemnes et plus forts qu'avant. Heureusement, nous pouvons tous constater que, sur le plan de la croissance économique et de l'emploi, nous commençons peu à peu à voir le bout du tunnel et que la situation s'améliore.

À cet égard, j'approuve tout à fait les propos de M. Barroso selon lesquels nous ne devrions pas nous excuser pour la façon dont nous avons géré la crise. Tout n'a pas été parfait, certaines choses auraient peut-être pu être faites plus vite ou plus tôt, mais somme toutes, il s'agissait d'une crise très grave et nous y avons finalement fait face grâce à la fermeté de notre position et à notre rôle d'impulsion.

Je le vois ici, dans le Groupe, en tant que membre de

la commission des affaires économiques avec d'autres collègues – je vois ici notamment Danuta Hübner, mais aussi d'autres collègues présents – et je suis heureuse que nous ayons pu contribuer autant, au sein du Groupe, à la réforme de l'union économique et monétaire.

Et bien sûr, nous avons pu voir, chers collègues, qu'au début de la crise, un grand nombre de solutions ont pu être trouvées grâce au travail intergouvernemental. Nous ne voyons pas toujours cela d'un très bon œil, au Parlement. Nous donnons la priorité à l'approche communautaire, et nous préconisons aussi que certaines décisions soient «reversées» dans le système communautaire.

Mais au final, nous devons accepter le fait que «nécessité fait loi».

Inutile de dire que, dans le rapport que nous avons été autorisés à rédiger, ici au Parlement européen, et dont j'ai eu l'honneur d'être la rapporteure – le rapport sur l'avenir de l'union économique et monétaire – nous avons défendu l'approche intergouvernementale, les mesures d'urgence prises conjointement par les dirigeants des gouvernements au plus fort de la tempête, en partant du principe que «nécessité fait loi».

Je pense que nos chefs de gouvernement ont rempli leur mission et que c'est tout à leur honneur. Nous avons, en tant que Groupe PPE, finalement réussi à faire approuver le paquet de mesures au Parlement, avec l'approbation de la majorité des députés.

Nous avons commencé par centrer nos travaux sur les aspects structurels. Le président de la Commission en a déjà dressé la liste. Les règles ont été rendues plus strictes et les contrôles plus rigoureux, tant dans le secteur privé qu'en matière de finances publiques. La ligne que nous avons finalement adoptée et respectée, sur laquelle nous nous sommes soutenus mutuellement au sein des différentes institutions et de la commission, des différents gouvernements, mais également ici au sein de notre Groupe politique, c'est que nous étions convaincus qu'on ne peut résoudre un problème dû au surendettement en contractant davantage de dettes. Dans une société vieillissante et après la crise que nous avons connue, nous ne croyons pas que la

solution puisse consister à s'endetter encore plus ou à mener une politique laxiste.

L'Union, l'union économique et monétaire, a été grandement renforcée depuis, et il nous faut poursuivre dans la même direction et continuer de défendre cette approche, ce dont nous devrions être fiers. Surtout, nous ne devrions pas prêter attention à ceux qui estiment que nous devrions plutôt nous excuser.

Nous avons élaboré une union budgétaire, nous avons mis sur pied l'union bancaire, et il s'agit d'une étape très importante qui nous sera profitable dans un avenir lointain.

Mais la mission n'est pas terminée, nous le savons. Beaucoup de travail reste à accomplir. Nous ne nous tournerons pas les pouces pendant la prochaine législature, nous devons surtout dès maintenant, et je pense que nous sommes tous d'accord là-dessus, œuvrer en faveur de la croissance économique et trouver des moyens de créer à nouveau des emplois afin de redonner des perspectives d'avenir aux jeunes, aux jeunes familles qui commencent à bâtir leur vie.

Chacun doit s'y employer à son propre niveau. Chacun à son propre niveau doit utiliser les instruments dont il dispose tant dans les États membres que dans les institutions européennes. Nous devons garantir la compétitivité, nous devons nous pencher sur les aspects du travail et du capital, mais certainement aussi sur l'énergie. Nous devons investir dans les infrastructures de communication et de transport. Nous devons garantir l'investissement dans la recherche et le développement. Et enfin, nous devons investir dans la formation des personnes.

Nous devons centrer nos efforts sur les PME, qui sont les plus grandes pourvoyeuses d'emploi et garantir, quel que soit le potentiel de croissance, qu'elles puissent en profiter pleinement, y compris sur le marché intérieur. Nous devons continuer à améliorer le marché intérieur, car il comporte encore des obstacles que nous devons vraiment supprimer. Nous devons travailler à mettre en place une politique de commerce extérieur dynamique. Nous en avons déjà parlé au

cours de la séance précédente et M. Barroso, à la demande de certains collègues, a donné quelques informations concernant les négociations sur le partenariat transatlantique de commerce et d'investissement.

Nous devons évoluer vers un autre type de croissance. Nous savons qu'il importe de travailler de manière plus intelligente, plus innovante et plus durable, et nous allons devoir, à cet égard, conclure des accords judicieux. Nous pouvons et nous devons nous renforcer mutuellement dans ce domaine. Nous ne devrions pas chercher à entrer en compétition les uns avec les autres. Nous ne devons pas créer de tensions entre les différents niveaux politiques en Europe. En revanche, chacun à son propre niveau de décision, qu'il s'agisse des parlements nationaux, du Parlement européen, ou d'autres institutions européennes, doit faire son travail et veiller à un soutien mutuel.

Chers collègues, nous sommes tous membres du PPE. Le PPE a toujours été un précurseur de l'intégration européenne. Les pères fondateurs de l'Europe appartenaient à nos partis politiques: Monet, Schumann, Adenauer, De Gasperi, Helmut Kohl. Il me semble qu'il convient également de mentionner Wilfried Martens, le regretté président du PPE, mais aussi les gens qui sont aujourd'hui aux commandes, car nous ne leur rendons pas toujours suffisamment hommage.

Je pense qu'il faut également mettre en valeur les grands mérites des dirigeants qui ont guidé l'Europe à travers cette crise difficile, notamment le président de la Commission M. Barroso, ainsi qu'Herman Van Rompuy et Jean-Claude Juncker, qui a également présidé l'Eurogroupe au cours de cette période délicate.

Je crois que nous devrions aussi les féliciter. Notre campagne devrait mettre l'accent sur l'importance de leurs contributions, de leur travail et de leurs responsabilités. Ils ne devraient pas devoir vanter leurs propres mérites, c'est à nous de faire savoir ce qu'ils ont réalisé, d'expliquer au public les résultats concrets de leur travail. Les gens ne sont pas toujours reconnaissants, mais ils aiment tout de même voir des résultats. Et si nous pouvons mettre en avant des résultats, cela renforcera également la crédibilité de notre action à l'avenir.

Je pense que nous devrions nous efforcer de rester des chefs de file. J'espère que, grâce à vous, nous garderons au moins le même nombre de représentants dans le prochain Parlement européen, et que nous pourrions rester le Groupe le plus important de cette assemblée.

Ce ne sera pas simple partout. Je vais tenter d'y parvenir dans mon pays. J'espère que c'est pour cela que vous vous battez aussi dans vos pays respectifs. Mais je pense sincèrement que nous devons profiter de cette campagne pour reconquérir le cœur des Européens, nous devons véritablement leur réexpliquer les principes essentiels de l'Europe, leur montrer les réalisations de ces dernières années et tout ce que l'Europe signifie pour eux en tant que citoyens. Ils verront alors qu'ils ne veulent pas revenir à la situation qui prévalait avant la réalisation d'une intégration européenne ambitieuse, ils verront alors que l'Europe rend aussi leur région et leur pays plus forts et donne en fin de compte plus de chances à leur avenir personnel. C'est de cette manière, je le crois, que nous pouvons regagner leur soutien.

J'espère donc, chers collègues, que nous pourrions collaborer positivement pendant cette campagne. J'espère qu'en adoptant une cause commune et en défendant les mêmes positions et le même programme, nous pourrions aussi nous renforcer mutuellement. Et je suis très curieuse d'entendre vos points de vue à ce sujet.

En tous cas, permettez-moi de vous adresser d'ores et déjà, chers têtes de listes et autres candidats, tous mes vœux de réussite aux élections européennes. Cela fait maintenant environ 22 ans que je suis députée européenne. À tous ceux qui veulent entrer au Parlement, je peux assurer que le travail y est très intéressant Ici, nous pouvons influencer les décisions, nous ne devons pas attendre de devenir membres d'une autre institution ou d'avoir l'occasion d'être nommés ministres au sein de nos gouvernements nationaux, car nous savons que nous appartenons à un Groupe politique fort, ce qui signifie que nous pouvons peser sur les décisions politiques. Et c'est ce que les gens attendent de nous, en fin de compte.

Je vous souhaite à tous une campagne couronnée de succès dans votre pays.



g-d: Valdis **DOMBROVSKIS**, MP, ancien Premier ministre, tête de liste Vienotiba Lettonie; Iñigo **MÉNDEZ de VIGO**, Secrétaire d'État aux Affaires européennes Espagne; Beatrice **SCARASCIA-MUGNOZZA**, Responsable du Service des Relations avec les Parlements nationaux au Groupe PPE; Joseph **DAUL**, MdPE, Président du Parti Populaire Européen et Président du Groupe PPE au Parlement européen; Paulo **RANGEL**, MdPE, Vice-président du Groupe PPE chargé des relations avec les Groupes parlementaires des Parlements nationaux, tête de liste PSD Portugal; Konstantinos **MOUSSOUROULIS**, MP, Vice-président de la commission des affaires européennes - Grèce; Marianne **THYSSEN**, MdPE, tête de liste CD&V - Belgique et Danuta **HÜBNER**, MdPE, tête de liste Platforma Obywatelska, Varsovie, Pologne

DAVID McALLISTER,

Tête de liste CDU (Spitzenkandidat) pour les élections européennes, Allemagne

Mesdames et Messieurs, J'aimerais vous parler de la situation en Allemagne, au sein du parti politique allemand CDU (Union chrétienne-démocrate) et au sein de la CSU (Union chrétienne-sociale), notre parti frère en Bavière. La CDU allemande a organisé samedi sa conférence annuelle du parti. De nombreux membres des partis PPE sont venus à Berlin, et cette conférence nous a permis de débiter la première étape de notre campagne électorale en vue des élections européennes. Nous avons débattu et voté notre manifeste. Nous disposons en effet d'un manifeste électoral, d'environ 80 pages, très similaire au manifeste du PPE qui a été voté à Dublin. Notre campagne accorde la priorité aux affaires étrangères, à la défense et à la sécurité, compte tenu de la nouvelle situation en Ukraine. Le deuxième argument décisif est bien sûr la création d'une Europe concurrentielle qui privilégie la croissance et les emplois, en favorisant le marché unique et le libre-échange avec d'autres régions du monde que M. Barroso a mentionnées ce matin. Il est important d'investir dans l'enseignement, les infrastructures et la recherche. Nous voulons évidemment que l'Europe accorde plus d'importance aux problèmes sérieux et s'intéresse moins aux petits détails. Nous voulons que l'Europe se concentre sur les grands défis qui requièrent "plus d'Europe", mais aussi une Europe plus efficace.

Les sondages sont plutôt favorables en Allemagne, et en ce moment, la CDU et la CSU remportent entre 36 % et 39 % des suffrages. Angela Merkel est très populaire et je serai en tournée électorale à ses côtés dans les 16 Länder allemands. Le ministre-président de Bavière, Horst Seehofer, mènera une campagne en Bavière en tant que président de la CSU. Nous voulons envoyer le plus grand nombre de députés allemands à Strasbourg pour que le PPE demeure le groupe parlementaire le plus influent.



David McALLISTER, tête de liste CDU (Spitzenkandidat) pour les élections européennes, Allemagne

Nous faisons une campagne pour nos candidats, pour les politiques fructueuses d'Angela Merkel en Allemagne, pour notre manifeste, mais aussi pour Jean-Claude Juncker, qui est venu à Berlin samedi. Il s'est adressé à quelque 1 000 délégués à Berlin et il a reçu un accueil très chaleureux. Le candidat européen favori nous est d'une importance capitale puisque l'Allemagne est le pays d'origine du candidat favori des verts et du candidat favori des socialistes.

La télévision allemande diffusera deux débats télévisés, un le 8 mai sur la deuxième chaîne allemande et un autre le 20 mai, transmis conjointement par la première chaîne allemande et par la Société autrichienne de radiodiffusion. Nous sommes heureux de présenter un candidat européen favori qui connaît très bien l'Allemagne. Il est également très connu au sein de la population allemande. Jean-Claude Juncker est l'un des hommes

politiques non-allemands les plus populaires, et il parle couramment notre langue si difficile.

Nous mènerons une campagne très efficace. Le 25 mai, il ne sera pas question de l'origine et du pays d'origine du candidat à la présidence de la Commission, mais plutôt de la politique qu'il défend. Les politiques de M. Schulz sont inappropriées, surtout en ce qui concerne sa position sur les euro-obligations.

Nous sommes sur la bonne voie et je pense qu'il en va de même pour Hans-Peter Friedrich et Manfred Weber, mes collègues de la CSU. En effet, la CDU et la CSU sont persuadées que nous pouvons gagner cette élection, que nous allons, une fois de plus, faire du PPE le groupe parlementaire le plus fort à Strasbourg et que le prochain président de la Commission sera à nouveau l'un d'entre nous.



Jean-Claude **JUNCKER**, Candidat PPE à la Présidence de la Commission européenne et Paulo **RANGEL**, MdPE, Vice-président du Groupe PPE chargé des relations avec les Groupes parlementaires des Parlements nationaux, tête de liste PSD Portugal

JEAN-CLAUDE JUNCKER, Candidat PPE à la Présidence de la Commission européenne



Jean-Claude **JUNCKER**, Candidat PPE à la Présidence de la Commission européenne

Jean-Claude Juncker, ancien premier ministre du Luxembourg, a obtenu le soutien de députés européens et nationaux pour sa candidature à la présidence de la Commission européenne. La réunion a été l'occasion de montrer que Jean-Claude Juncker bénéficie d'un large soutien du parti dans l'UE-28, après avoir été désigné comme le candidat du Parti populaire européen à la présidence de la Commission européenne lors du congrès qui s'est tenu à Dublin début mars 2014. M. Juncker, en tant qu'ancien président de l'Eurogroupe et des ministres des finances, a joué un rôle clé dans la promotion de la zone euro durant la crise financière. Avec comme slogan "Expérience, Solidarité, Avenir", M. Juncker est perçu par ses partisans comme la personne disposant de l'expérience et de la rigueur nécessaires pour sortir l'Europe de la crise.

S'adressant aux députés européens et nationaux ainsi qu'aux têtes de liste aux élections européennes, Jean-Claude Juncker a exposé ses priorités: "Je suis candidat à la présidence de la Commission européenne parce que je pense avoir l'expérience requise pour ce poste, et parce que je comprends et connais bien les États membres de l'Union, je suis de ceux qui peuvent rapprocher le Nord et le Sud. Nous devons faire en sorte que chaque citoyen en Europe considère le PPE comme le parti qui améliore les finances publiques, qui privilégie la croissance et l'augmentation de la compétitivité de l'économie européenne dans son ensemble et qui rassemble les citoyens. C'est de prospérité, de croissance et de finances publiques saines qu'il s'agit. Je fais campagne pour une Europe forte. Je suis votre candidat et je compte sur votre soutien dans les mois à venir pour que l'on gagne les élections et qu'ensemble nous fassions ce que nous savons faire de mieux: offrir à tous une Europe meilleure et plus prospère."

Au cours d'un échange, les têtes de liste aux élections européennes des différents États membres exposent leurs programmes et soulignent les enjeux auxquels ils doivent faire face dans leurs pays respectifs.

DÉBAT : PLUS FORTS ENSEMBLE



Manfred **Weber** MdPE (DE), vice-président du groupe PPE, s'exprime au sujet de la stratégie pour les élections. Il indique que, dans la plupart des États membres, le PPE est confronté à un populisme grandissant, à droite comme à gauche. Selon lui, "si l'on s'attarde sur la

question du «pour ou contre» l'Europe, nous renforcerons la stratégie des extrémistes. Nous devons nous concentrer sur notre confrontation aux socialistes lors des élections". Martin Schulz a déclaré au quotidien allemand Bild qu'il désirait voir davantage d'immigration légale en provenance d'Afrique, alors que le taux de chômage en Espagne atteint 50 %. "Comment pourrions-nous accepter davantage d'immigration légale avec de tels chiffres? Nous devons nous attaquer aux socialistes, car ce combat est décisif pour les élections" a-t-il ajouté.



Viviane **Reding**, vice-présidente de la Commission européenne et tête de liste du parti chrétien-social luxembourgeois (CSV), réagit à l'intervention de M. Weber. Elle est également d'avis qu'il ne faut pas relancer le débat du "pour ou contre l'Europe": "À chaque fois que ce

débat est lancé, nous offrons de la reconnaissance aux populistes d'extrême droite et d'extrême gauche puisque notre position à nous est claire, sachant que nous avons créé l'Europe après la Seconde Guerre mondiale. La véritable question est de savoir comment nous allons assurer le développement de l'Europe. Tout dépend des États membres: je suis tête de

liste d'un parti luxembourgeois, et les questions de mes concitoyens sont différentes de celles des Espagnols. C'est pourquoi la campagne doit être nationale, même si nous avons tous les mêmes valeurs, qui sont fixées depuis longtemps. De plus, nous devons parler de la charte des droits fondamentaux. Nous offrons des solutions, nous ne créons pas les problèmes! Nous devrions apporter un soutien dans les zones frontalières afin de travailler plus étroitement". Viviane Reding rappelle également que "le ciment qui nous lie s'appelle Jean-Claude Juncker".



Deborah **Bergamini** MP (PDL, IT) signale que selon les sondages, 60 % des Italiens sont sceptiques à l'égard de l'Europe. Elle fait part de ses inquiétudes concernant le faible taux de participation aux élections et fait remarquer que "les candidats aux élections devront en tenir compte". Elle souligne que "les électeurs

sont devenus très pragmatiques: ils ne sont plus fidèles à une idéologie en particulier!" Elle ajoute que dans son pays, le "centre-droit", une nouvelle formation politique appelée "nouveau centre-droit" soutient un gouvernement "de gauche". À cause du pragmatisme des électeurs et des forces politiques, "nous ne trouverons pas nécessairement l'avenir adéquat pour nos pays ou pour l'Europe. Le PPE quant à lui, doit expliquer ce qu'est la réflexion fondamentale et ne doit pas devenir trop pragmatique. En d'autres termes, le PPE ne doit pas uniquement avancer un point de vue économique, mais doit aussi expliquer clairement sa conception de l'immigration, de la justice, de la famille, etc. Sans ces convictions, notre raisonnement aura moins d'impact. Notre tâche sera d'offrir au peuple européen un projet plus audacieux et plus vaste que celui des socialistes".



Antonio **Rodrigues** MP (PSD, PT), membre de la commission des affaires européennes de l'Assemblée de la République du Portugal, fait remarquer que le débat porte sur deux thèmes et partage l'avis de Mme Reding et de Mme Bergamini sur le fait qu'il ne faut pas commettre l'erreur

d'utiliser les élections européennes comme une répétition des élections nationales. "Nous devrions nous faire les défenseurs des valeurs européennes. Le PPE et tous les candidats doivent soutenir fermement ces valeurs et la direction politique que nous souhaitons prendre. Nous avons des candidats et des listes nationales, et nous devons nous saisir des problèmes européens, ainsi que clarifier nos convictions. Nous avons été invités à participer aux élections espagnoles pour prouver qu'il s'agit d'une élection qui traverse les frontières! Nous devons travailler encore plus dur que ces cinq dernières années et nous en tenir au plan et aux règles fixés en ce qui concerne l'austérité". Il ajoute: "Nous devons montrer que c'est grâce à nos efforts que l'on commence à observer des résultats, et nous devons bien faire comprendre que nous croyons en ce que nous souhaitons réaliser. Nous pouvons véritablement inverser les courbes de la croissance et de l'emploi, et retrouver la prospérité!"



Teresa **Caeiro** MP (CDS-PP, PT), vice-présidente de l'Assemblée de la République, rappelle que les gouvernements de pays comme le Portugal, qui ont bénéficié d'une aide, ont été critiqués par l'opinion publique à cause des réformes mises en place.

Ces élections deviendront des élections nationales et l'opposition en tirera profit. "Nous ne devons pas oublier la montée de partis anti-européens, nous devons régler ce problème à moyen et à long terme. Nous devons renforcer les fondations de

l'Union européenne, les frontières, l'euro, l'impact de la législation européenne, etc. Et nous devons expliquer cela à nos concitoyens. Nous sommes persuadés que le populisme est une menace pour l'Europe".

TROISIÈME SÉANCE:

LA CAMPAGNE ÉLECTORALE DU PPE POUR LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

IÑIGO MENDEZ DE VIGO, Secrétaire d'État aux Affaires européennes, Espagne

Tout d'abord, je tiens à souligner le fait que c'est notre Groupe politique qui a lancé l'idée, après notre congrès électoral à Estoril, de l'élection directe du président de la Commission par les citoyens. Aujourd'hui, j'ai été ravi d'entendre Jean-Claude Juncker déclarer publiquement qu'il est candidat au poste de président de la Commission européenne, et seulement candidat à ce poste. Il est primordial de tenir compte de l'accord signé par Joseph Daul et les présidents des autres groupes politiques, dont les présidents du S&D et de l'ALDE, selon lequel ils s'engagent à ce que le candidat du Groupe arrivé en tête aux élections soit le premier à tenter de former la majorité requise. Parfois, nous entendons dire qu'un parti politique a présenté un certain candidat, mais que c'est un autre qui est élu. Non! Ce sera un des candidats présentés par les partis politiques européens qui sera élu président parce que c'est une exigence démocratique. Nous devons appliquer cette règle et dissiper tout doute possible sur le sujet.

Ensuite, je voudrais faire remarquer que cela nous convient d'ailleurs tout à fait, car Jean-Claude Juncker est un excellent candidat. Selon moi, s'il y a un poste politique difficile, c'est bien celui de président de la Commission, car il doit faire preuve de deux choses: d'anticipation et d'ambition. Et, pour cela, il est indispensable d'avoir une expérience de gouvernement. En effet, on ne peut pas être président de la Commission sans connaissances techniques approfondies de certains dossiers très complexes et sans expérience de gouvernement. Jean-Claude Juncker remplit ces deux conditions et je suis donc convaincu que plus la campagne avancera et plus les faiblesses des autres candidats se révéleront au grand jour.

Il faut également noter que notre adversaire est le parti socialiste, et pas un autre. Le groupe politique qui réunira le plus grand nombre de voix sera soit le



Iñigo MENDEZ de VIGO, Secrétaire d'État aux Affaires européennes, Espagne

Groupe du PPE, soit le Groupe socialiste. Ce n'est pas la peine de songer aux autres. J'ai entendu parmi nous l'idée que "nous allons finir par nous allier avec les socialistes" et que "c'est une très mauvaise chose!" En disant cela, nous donnons raison à ceux qui affirment que le parti socialiste et le parti populaire s'allient toujours! Nous pourrions éventuellement conclure un accord pour accéder au pouvoir et établir la stabilité en Europe, mais nous disputerons les élections avec nos idées, avec notre programme et avec nos principes, et sans signer aucun accord ni former aucune "grande coalition" avec qui que ce soit.

Ma dernière réflexion est la suivante: il est clair que la stratégie des socialistes consistera à nous présenter comme le parti de l'austérité, le parti qui a imposé des sacrifices aux Européens, et à se présenter eux-mêmes comme le parti de la générosité. Je pense que nous

devons tenir un discours en adéquation avec ce qu'il s'est passé et puisque mon vieil ami Alain Lamassoure est ici, je vais lui emprunter un discours que j'ai entendu pour la première fois de sa bouche et que j'ai ensuite réutilisé de nombreuses fois; il s'agit du discours de la responsabilité et de la solidarité. Nous avons réuni ces deux principes, nous avons agi avec responsabilité, car on ne peut pas dépenser ce qu'on ne possède pas, on ne peut pas générer des déficits exorbitants, on ne peut pas éviter les réformes. Cependant, quand on agit de manière responsable, mais que l'on rencontre encore des difficultés, alors, comme dans toute famille, ceux

qui se trouvent dans une meilleure situation doivent apporter leur aide, ils doivent être solidaires avec ceux qui fournissent les efforts nécessaires pour s'en sortir. Voilà pourquoi nous parlons de responsabilité et de solidarité. Avec ce discours et la légitimité qui nous revient pour avoir tiré l'Europe hors de la crise la plus profonde et la plus complexe de son histoire et lorsque l'on voit les résultats de leurs politiques, nous pouvons disputer ces élections fièrement, la tête haute et avec l'espoir d'obtenir le soutien de nos concitoyens le 25 mai. En bon démocrate-chrétien, je n'ai plus qu'une chose à dire: "Amen", ainsi soit-il.



g-d: Iñigo **MENDEZ DE VIGO**, Secrétaire d'État aux Affaires européennes, Espagne; Jean-Pierre **AUDY**, MdPE (FR), Chef de la délégation française au Groupe PPE et Manfred **WEBER**, MdPE (DE), Vice-président du Groupe PPE

VALDIS DOMBROVSKIS, MP

Ancien Premier ministre, tête de liste Vienotiba, Lettonie

Tout d'abord, j'aimerais remercier Paulo et le groupe du PPE pour l'organisation de ce sommet un mois et demi avant les élections européennes, pour partager nos idées. Je pense qu'un certain nombre de choses ont déjà été dites concernant les grandes lignes et les thèmes de la campagne électorale. L'Union européenne semble avoir atteint un stade où l'ajustement économique est quasiment terminé, de sorte que nous devons à présent nous concentrer sur la façon d'assurer une croissance économique durable.

La bonne nouvelle pour nous, c'est que dorénavant, nous n'aurons plus besoin de promouvoir autant d'austérité. Celle-ci est toujours difficile à encourager, même si d'après mon expérience personnelle, je dois dire que ce n'est pas impossible. Cependant, nous pouvons dorénavant affirmer que nos actions portent leurs fruits, il n'est plus question d'ajustement et nous sommes en bonne voie pour atteindre le stade suivant, à savoir assurer une croissance économique durable et la création d'emplois. Certaines personnes prétendent que les socialistes parlent également d'emplois et de croissance, mais ceci ne pose pas de problèmes.

La deuxième question, c'est de savoir comment garantir l'emploi et la croissance. La première réponse des socialistes est d'augmenter les dépenses financées par le déficit, alors que notre première réponse est d'améliorer la compétitivité. Nous devons nous concentrer sur le renforcement de la compétitivité de l'Union européenne. Inévitablement, et particulièrement en Europe de l'Est, les préoccupations portent davantage sur les questions de sécurité à cause de l'agression russe en Crimée. L'Europe doit être unie et forte dans les messages qu'elle adresse à la Russie, en affirmant que cette façon d'agir n'est pas acceptable et ne sera pas tolérée. L'Europe doit répondre à cette agression et renforcer ses relations transatlantiques. Même s'il s'agit aujourd'hui des élections européennes, nous devons également évoquer le renforcement



Valdis **DOMBROVSKIS**, MP, ancien Premier ministre, tête de liste Vienotiba, Lettonie

de l'OTAN pour que des situations comme celle-ci ne se reproduisent pas.

Pour en revenir aux considérations économiques, la question suivante pourrait évidemment concerner la compétitivité. C'est bien d'évoquer la compétitivité, mais quelles sont exactement les propositions faites à cet égard? Il y a un certain nombre de mécanismes qui sont connus et qui pourraient être mis en place pour renforcer la compétitivité de l'Union européenne. Ils comprennent le renforcement du marché interne de l'Union, surtout en matière d'énergie, de services et de marché unique du numérique. Ils sont aussi liés aux investissements en recherche et développement. Le budget consacré à la recherche est celui qui augmente le plus au sein du budget pluriannuel de l'Union, c'est une évolution dont il faut se féliciter. On voit que l'Europe se concentre sur la recherche et

l'innovation, car c'est l'une des très rares politiques où d'autres économies avancées investissent plus que nous. D'autres propositions comprennent la réduction des démarches administratives, notamment pour les petites et moyennes entreprises, la promotion du commerce international et la signature d'accords de libre-échange avec les États-Unis et le Japon. Il y a pas mal de choses que l'Europe peut faire. Ce ne sont pas des solutions miracles, mais en travaillant sur ces propositions, il sera possible de faire la différence entre une période de stagnation ou de quasi-stagnation et une période de croissance durable.

Je pense que le Parti populaire européen est le mieux armé et le plus crédible pour s'occuper de ces questions. Grâce à nos acquis, nous pouvons affirmer disposer des compétences en matière économique pour assurer la croissance économique. Nous avons également un candidat compétent et expérimenté, M. Jean-Claude Juncker, qui s'est occupé de ces questions à différents postes pendant de nombreuses années, c'est pourquoi je pense que le PPE peut maintenir sa position de force motrice en Europe.

Concernant la situation en Lettonie, nous pouvons raisonnablement escompter que notre parti remportera trois des huit sièges du pays. Je m'arrêterai ici en vous remerciant encore une fois pour l'organisation de cet événement.

ALAIN LAMASSOURE, MdPE

Tête de liste UMP, Ile de France - France

La France malheureusement n'a pas un aussi bon Premier ministre que Valdis Dombrovskis l'a été en Lettonie: elle est en panne depuis deux ans, depuis l'arrivée des socialistes au pouvoir. L'économie n'avance plus, le chômage n'a jamais été aussi élevé et personne n'est capable de dire quelle est la politique du président Hollande.

Dans ce contexte, il y a 10 jours notre parti a remporté une victoire historique aux élections locales, municipales. Mais, pour nous, en France, la campagne des européennes se présente de manière très différente.

Parce que le gouvernement va être obligé, comme les 27 autres gouvernements, d'ici le 15 avril de présenter à la Commission européenne les mesures économiques envisagées pour réduire la dette et le déficit et retrouver la compétitivité. Il va se contenter de demander deux ans de plus de délai pour parvenir aux objectifs qu'il s'était lui-même fixé. On voit bien que toute la campagne socialiste va être sur le thème qui a été évoqué par les collègues précédents: « l'Europe actuelle c'est l'Europe de droite, c'est l'Europe conservatrice, c'est l'Europe de l'austérité. Et nous, les socialistes, devons gagner pour que l'Europe de la croissance remplace l'Europe de l'austérité. » Nous ne craignons pas en France, les socialistes dans cette élection. Ils seront écrasés.

Par contre nous craignons le parti populiste d'extrême droite Front National (FN) qui va faire campagne sur le même thème : « l'Europe c'est l'austérité. » Ils feront une campagne anti-européenne, anti-euro, anti-Schengen, etc., sur le thème de l'austérité. Ce qui fait que nous devons nous, au contraire, comme cela a été dit excellemment par les collègues, faire une campagne positive en disant : « l'Europe, voilà comment nous allons la conduire derrière notre candidat, sur la base de notre programme. » Mais ce sera un combat difficile et, pour nous, en France, l'enjeu c'est moins de battre les socialistes-on va les écraser dans cette élection-là -que de faire mieux que le FN. Les sondages montrent que, selon



Alain LAMASSOURE, MdPE, tête de liste UMP, Ile de France - France

les jours, le FN est très près de nous.

Et si, par malheur, à ces élections le FN passait devant notre parti, l'UMP, cela voudra dire deux choses : au niveau français que notre parti politique n'est pas jugé par les français capable de représenter une alternative crédible au gouvernement actuel ou à l'absence de gouvernement actuel et, au niveau européen, ça voudrait dire que l'un des grands pays fondateurs de l'Europe a maintenant comme premier parti un parti politique qui est anti-européen.

Il faut bien voir que nous sommes dans une situation qui est très particulière et naturellement nous allons tout mettre en œuvre, pour, au contraire, gagner cette élection et arriver en tête.

Notre atout numéro un pour gagner cette élection c'est Jean-Claude Juncker.

Je suis heureux de le dire parce que au départ, à Dublin, les Français, mon parti politique, ont soutenu un autre candidat dans le cadre de l'élection primaire. Mais, comme Michel

Barnier lui-même l'a dit après les résultats, nous soutenons tous, non seulement sans la moindre réserve mais pour beaucoup d'entre nous avec enthousiasme, Jean-Claude Juncker. Et dans l'état d'esprit où sont aujourd'hui nos compatriotes français qui est une espèce d'état de dépression nerveuse collective et de malaise vis-à-vis de l'Europe, ou bien par euroscepticisme ou bien par déception vis-à-vis de l'Europe, le meilleur atout, là où on se fait applaudir le plus facilement par les auditoires, c'est quand on dit : « Désormais il y aura un M. Europe, un jour une Mme Europe mais là ce sera M. Europe, c'est vous qui allez l'élire. À travers le PE, pour la première fois grâce au nouveau traité, vous allez élire non seulement la majorité du Parlement qui vote désormais toutes les lois européennes, mais aussi M. ou Mme Europe comme dans votre pays vous élisez le Premier ministre ou, chez nous, nous élisons le président de la République et nous élisons les maires dans nos villes. » Ça c'est un argument que chacun comprend et qui peut rassurer tout le monde.

Au passage, mauvaise nouvelle pour notre parti politique, en France, mais bonne nouvelle pour l'Europe : le fait que les socialistes aient choisi Martin Schultz, un Allemand, n'est pas retenu en France comme un argument contre lui parce qu'il est allemand. Je ne sais pas ce qu'en pense Joseph, je ne sais pas ce qu'en pense Jean Bizet mais depuis six mois que, comme vous tous, je suis en campagne ou pré-campagne, je n'ai jamais entendu quelqu'un dire « il n'est pas question de voter pour un Allemand. »

Et ça c'est une formidable réussite de l'Europe !

Par contre, évidemment, nous faisons campagne contre Martin Schultz non pas à cause de son origine nationale mais à cause de ses idées politiques et en particulier la manière dont il présente l'Europe de l'austérité. C'est un point très important.

En ce qui concerne, dernier point, les priorités, les sujets sur lesquels nous faisons campagne en disant «grâce à l'Europe on va pouvoir progresser.»

Il y a tout ce qui a été dit excellemment par Iñigo et par Valdis, notamment sur l'industrie, la compétitivité, les nouvelles technologies, l'énergie. L'énergie, c'est vraiment un domaine où, si nous n'avons pas une vraie coordination européenne, si nous continuons chacun tout seul

dans notre coin à faire n'importe quoi, nous allons à la catastrophe. La politique étrangère, la sécurité et la défense pour les raisons excellentes expliquées par Valdis.

J'ajoute l'immigration. Si nous avons des partis populistes à l'extrême droite ou à l'extrême gauche, dans beaucoup de pays le problème d'identité nationale et notamment les problèmes créés par l'immigration extra-européenne sont une des raisons majeures. Si nos politiques nationales de maîtrise de l'immigration échouent, ce n'est pas parce qu'elles sont mauvaises, c'est parce que jusqu'à présent ces politiques étaient essentiellement nationales. Or, le traité de Lisbonne donne maintenant à l'Union toutes les compétences nécessaires pour avoir une politique commune, des politiques communes à la fois sur l'asile et sur l'immigration et c'est uniquement dans le cadre européen, en ayant les mêmes règles sur les conditions d'entrée, de circulation, de travail et de séjour des étrangers venus hors d'Europe que nous pourrions avoir une immigration maîtrisée. C'est un domaine sur lequel nous tenons un langage contraire à celui des populistes en disant « oui l'immigration c'est un point important et on va le régler grâce à l'Europe et non pas contre l'Europe. »

Une toute dernière remarque, je fais allusion notamment aux propos qu'à tenus Jean-Claude hier, en Allemagne. En France, je crois que c'est le cas dans d'autres pays, pas dans tous, je sais bien, il y a une extrême sensibilité à l'égard de la candidature turque. Et quand je dis une extrême sensibilité je veux dire que 80% de nos électeurs sont catégoriquement hostiles à l'entrée de la Turquie dans l'UE. C'est un sujet sur lequel, en France, il faudra que Jean-Claude soit extrêmement clair et extrêmement précis.

J'en parle parce que je sais que le point de vue n'est pas le même dans tous les pays mais c'est un sujet sur lequel, comme vous le savez pour un Traité d'élargissement il faut l'unanimité, l'unanimité des gouvernements, l'unanimité des ratifications. En France, nous avons changé la Constitution et désormais, depuis l'entrée de la Croatie, pour toute nouvelle adhésion il faudra un référendum pour ratifier le traité d'adhésion. Mais nous avons conçu cette réforme à cause du problème turc et c'est un point sur lequel, si nous n'étions pas extrêmement clairs alors là nous risquerions de perdre beaucoup, beaucoup de voix dans l'électorat français.

DANUTA HÜBNER, MdPE

Tête de liste Platforma Obywatelska, Varsovie, Pologne

Après avoir entendu les déclarations de Valdis et d'Alain au sujet des Premiers ministres, je ne peux commencer mon discours qu'en soulignant que nous avons un très bon Premier ministre en la personne de Donald Tusk.

J'aimerais remercier à mon tour Paulo, Joseph et tous les collègues qui ont préparé cette réunion et nous ont permis de nous réunir.

Permettez-moi de prononcer tout d'abord quelques mots au sujet de la Pologne; vous devez savoir que les Polonais ont la fâcheuse habitude de bouder le scrutin européen. Lors des élections de 2009, le taux de participation était très faible, parmi les plus bas d'Europe.

Nous nous efforçons d'agir comme Joseph l'a dit. Il est absolument primordial qu'au cours de notre campagne, nous nous affairions à convaincre les citoyens que leur participation aux élections européennes est capitale et que leur vote revêt une grande importance. Les sondages actuels en Pologne sont pratiquement identiques aux prévisions pour le Parlement européen. Dans les sondages, nous sommes au coude-à-coude avec le plus grand parti d'opposition. Nous sommes tantôt légèrement devant, tantôt légèrement derrière. Le défi qui nous attend est donc considérable et la lutte s'annonce des plus serrées.

Quelques mots maintenant sur les principaux thèmes de ces élections. J'ai réalisé, en écoutant l'ensemble des collègues évoquer leurs campagnes personnelles et Jean Claude déclarer qu'il nous fallait 28 approches pour ces élections, que nous abordions en réalité tous les mêmes questions, en les adaptant toutefois fortement aux situations rencontrées dans les différents États membres.

Ainsi, en Pologne, la question de l'immigration n'est pas encore problématique. Toutefois, dans cette cam-



Danuta **HÜBNER**, MdPE, tête de liste Platforma Obywatelska, Varsovie, Pologne

pagne, nous devons impérativement porter notre attention sur les questions de sécurité et de sûreté. Cela s'explique notamment, vous l'aurez compris, par la situation entre l'Ukraine et la Russie, mais aussi par l'importance du sujet de la sécurité et de la sûreté dans son ensemble. En effet, il est question non seulement du militaire et de la défense, mais aussi de l'énergie, de la sécurité alimentaire et même de la sûreté du commerce extérieur, car nos relations commerciales avec la Russie subissent actuellement les conséquences de notre position sur le dossier ukrainien. C'est pourquoi je suis convaincue que les questions de sécurité et de sûreté seront cruciales en ce qui nous concerne.

Par ailleurs, en tant que pays, en tant que société et en tant qu'économie, nous devons encore relever les défis extraordinaires que sont la poursuite de notre

modernisation, l'atteinte d'un niveau de croissance suffisant pour accélérer le processus de «rattrapage économique» et les investissements dans de nouveaux facteurs de croissance permettant d'améliorer notre compétitivité. Toutes ces questions, essentielles pour le PPE, liées à la compétitivité de l'économie polonaise vont également être mises sur la table selon moi.

Un autre point qui n'a pas été évoqué explicitement par mes collègues, mais qui revêt à mes yeux une grande importance en Pologne et dans un grand nombre de nouveaux États membres, si vous me permettez cette expression, est la qualité de vie des citoyens. Je pense que ce sujet sera aussi primordial lors de ce scrutin.

J'aimerais aborder quelques questions sur la campagne en tant que telle et souligner que nous comptons beaucoup sur la présence de Jean-Claude Juncker à Poznań à la fin du mois d'avril. Mais nous attendons aussi impatientement la visite de José Manuel à Cracovie. Vous y êtes d'ailleurs tous conviés et je suis certaine également que Joseph sera de nouveau de la partie.

Nous nous réjouissons de la présence des dirigeants du PPE en Pologne, parce que, pour des raisons que je ne souhaite pas évoquer ici, les Polonais sont très ouverts à l'idée d'accueillir des étrangers et d'écouter les explications que ces derniers ont à leur donner; parfois, les Polonais font davantage confiance aux étrangers. J'espère que les Polonais, à l'instar des Allemands, considéreront Jean-Claude comme l'homme politique européen le plus digne de confiance. Nous, Polonais, aimons aussi écouter les autres, surtout s'ils ont quelque chose de positif à dire sur la Pologne.

Je suis aussi consciente que le défi qui nous attend est de remporter les élections. Mais ce n'est pas suffisant; ma conviction profonde est que nous devons regarder au delà des élections et tirer parti de cette campagne pour présenter notre vision de l'Europe. Les députés PPE en fonction au Parlement européen et les futurs députés de notre groupe doivent être prêts, au cours de cette campagne, à poser les bonnes questions à tous les candidats des autres groupes politiques qui convoitent différents postes au sein des institutions européennes.

Nous devons aussi retirer des discussions menées au cours de la campagne les thèmes qui nous interpellent, qui touchent notre public et nos électeurs. C'est essentiel, parce que l'Europe a besoin d'un fondement institutionnel très solide pour aller de l'avant. Nous avons pour mission de consolider ce fondement au moyen d'un accord démocratique entre les principaux groupes politiques. Nous devons tout mettre en œuvre pour jouer véritablement un rôle moteur dans l'établissement de liens et dans l'élaboration d'un consensus démocratique pour les institutions de demain – c'est notre grand défi. Et, bien entendu, nous avons Jean Claude Juncker. Nous avons fait notre choix d'une façon parfaitement démocratique. Jean Claude et Michel Barnier ont tous deux écrit l'Histoire en prenant part à ce processus crucial et nous leur en sommes reconnaissants.

Désormais, nous avons tous nos œufs dans le même panier: notre champion s'appelle Jean Claude Juncker. Tout comme Inigo, j'ai été extrêmement ravie lorsque vous avez affiché votre enthousiasme pour ce poste au cours du dîner. C'est selon moi une excellente nouvelle pour nous tous et j'aimerais vraiment vous en remercier de tout cœur.

Un autre point que j'aimerais soulever, tout comme Alain et d'autres collègues l'ont fait, est que nous allons être présentés comme un parti d'austérité, un parti d'immigrants ou d'anti immigrants, comme en témoignent les déclarations de M. Schulz et la réaction de Manfred Weber à ces propos. Je pense que la seule option qui s'offre à nous est d'éviter les situations dans lesquelles toutes les questions délicates qui sont importantes pour nos citoyens et légitimes dans le cadre de l'avenir de l'Europe sont présentées au public par les mauvais groupes politiques. Si ces derniers détiennent le monopole pour toutes ces questions difficiles, nous nous retrouverons sur la défensive. Cela nous causerait énormément de tort. C'est pourquoi nous devrions défendre notre légitimité de parler des faiblesses de l'Europe, de faire face aux défis auxquels nous sommes confrontés et nous devrions sans doute aussi avoir le courage d'affronter ces questions et d'y répondre sans forcément y avoir été contraints par d'autres groupes politiques. Je pense que les citoyens

devraient pouvoir s'identifier aux réponses que nous apportons à tous ces défis.

David Mc Allister a dit que l'Europe ne devrait pas jouer «un trop grand rôle dans les petits dossiers»; j'espère qu'il conviendrait aussi avec moi que l'Europe ne peut pas jouer «un trop petit rôle dans les grands dossiers» que nous allons bientôt ouvrir. Malgré le nombre impressionnant de réformes menées par le PPE et les nombreuses réformes à venir, beaucoup reste à faire; c'est pour cette raison que nous devons donner à l'Europe une dimension raisonnable, ni trop petite, ni trop grande. Ce défi devra être relevé au cours des élections mais aussi par les futurs dirigeants des institutions européennes.

Je me demande comment nous allons gérer l'Europe différenciée, car ces différences ne disparaîtront pas du jour au lendemain. Je ne parle pas des divisions en Europe – j'espère d'ailleurs que nous ne nous engageons jamais dans un tel discours – mais de nombreuses différences qui subsisteront entre nous au cours des prochaines années, et je pense que nous devrions nous pencher sérieusement sur la façon dont nous allons gérer ces différences. Sommes nous en faveur de différences de rythme uniquement ou prônons nous une Europe à plusieurs niveaux?

Nous souhaiterions aussi nous assurer, et j'espère que nous pourrions avoir cette assurance au cours de ces élections, auxquelles les gouvernements seront associés, que le Parlement européen ne sera pas ignoré par lesdits gouvernements à l'avenir. Cette ignorance complique fortement notre travail et nous avons dès lors besoin du soutien de nos gouvernements, au sein du Conseil, pour consolider la position du Parlement européen face au grand défi qui est le nôtre: la légitimité démocratique. Sur ce point, nous devons nous montrer très forts.

Je pense par ailleurs que les élections ne devraient pas être exclusivement perçues comme un message essentiel de soutien des électeurs envers nous ou nos listes. Nous devons nous efforcer de sensibiliser le public à nos discours, à notre vision, aux réformes que nous portons. À ce titre, le débat entre les têtes de liste est

extrêmement important. J'ai été ravie du déroulement du premier débat allemand et je sais que d'autres débats auront lieu à Berlin et à Maastricht. De plus, l'Union européenne de radio télévision organisera un débat le 15 mai. J'ai cru comprendre, mais j'espère qu'il ne s'agit là que de rumeurs, que très peu de médias dans certains États membres souhaitaient retransmettre ces débats. Cela serait un véritable cauchemar si tous les citoyens ne pouvaient suivre dans leur langue les débats entre les deux grands candidats à la présidence de la Commission. Je ne sais pas quels sont les moyens d'action du PPE à cet égard, mais nous devrions tenter d'entrer en contact avec les médias nationaux afin de nous assurer qu'ils prennent part à la diffusion de la campagne.

J'en conviens avec vous: il faut se montrer dur envers le nationalisme. La Pologne ne sera pas épargnée: je pense que les partis d'opposition mettront clairement en avant la question de l'approche nationaliste. C'est un thème récurrent. Nous savons aussi que le nationalisme que nous avons connu n'a jamais servi l'Europe, c'est pourquoi nous devons nous préparer à y faire face solidement. Le défi, en Europe, est que les citoyens mécontents de leurs dirigeants les sanctionnent dans les urnes. Et quand ces citoyens désapprouvent une directive ou qu'ils sont mécontents de la moindre petite mesure en lien avec l'Europe, ils condamnent sans procès l'intégration européenne. Permettez-moi enfin d'ajouter que le moment est venu d'en revenir à nos valeurs. En ces moments cruciaux que nous vivons, nous avons besoin du soutien de la population et c'est la raison pour laquelle je pense que nos valeurs sont essentielles.

Enfin, nous devrions aider les citoyens à redécouvrir la valeur de l'Europe et les inviter à se demander ce que l'Europe représente à leurs yeux. Après toutes les réformes menées et les problèmes rencontrés ces dernières années, les prochaines élections européennes portent non seulement sur l'Europe, mais aussi sur la démocratie en Europe, et nous devons en être pleinement conscients.

TOMISLAV DONCHEV, MP

Tête de liste GERB, Bulgarie



Tomislav **DONCHEV**, MP, tête de liste GERB, Bulgarie

Le chef de liste du parti bulgare GERB, Tomislav Donchev, a commencé son discours en soulignant la nécessité d'une homogénéité plus grande des débats au sein de l'Union européenne. Dans le contexte actuel, il a affirmé qu'un débat "pour l'Europe" et sur les décisions, les objectifs et les déceptions de l'Union était prioritaire par rapport aux débats idéologiques qui divisent le continent aujourd'hui. C'est pourquoi "cette approche du débat est essentielle pour la plupart des anciens États membres, en raison de la nécessité d'apporter une réponse forte à l'euroscepticisme et au populisme." Cependant, ce type de discours devrait aussi être hautement pris en compte par les hommes et femmes politiques d'autres États membres, car "le débat pour l'Europe est encore plus intense à la périphérie géographique de l'Europe, particulièrement dans la région de la mer Noire."

En se concentrant sur la Bulgarie, Tomislav Donchev a souligné la nécessité de redéfinir les valeurs européennes à l'échelon local et de les renforcer pour ainsi mieux contribuer aux conditions sociales du pays: "(...) c'est le moment pour la Bulgarie de redéfinir les valeurs européennes à l'échelon local et de renforcer leur présence dans notre vie sociale. La Bulgarie doit plus que jamais confirmer sa capacité à maintenir un espace de liberté, de sécurité et de justice sans frontières intérieures, de protection des droits de l'homme, de solidarité entre les générations et de développement durable basé sur la croissance économique, une économie sociale de marché compétitive et la protection de l'environnement." Compte tenu de la situation économique du pays, la Bulgarie devra tirer le meilleur parti possible des efforts de l'Union européenne pour promouvoir la cohésion économique, sociale et territoriale ainsi que la solidarité.

Au sujet de l'esprit de la campagne pour les élections européennes à venir, M. Donchev a expliqué que le GERB va mener une campagne positive, défendant les valeurs et les objectifs promus par le PPE. "Malgré la gravité du discours politique en Bulgarie, nous allons suivre nos principes et mener une campagne positive qui engagera nos partisans et convaincra de plus en plus de personnes que les valeurs et les objectifs du PPE constituent la meilleure option pour l'avenir de l'Europe." Les membres du GERB vont s'efforcer de gagner la confiance des électeurs, en sachant que "leur choix politique est lié aux principes mais reflète également la confiance personnelle qu'ils accordent aux représentants du parti."

Pour conclure, M. Donchev a exprimé sa confiance dans le potentiel du GERB à gagner les élections européennes de 2014 en Bulgarie, de façon à pouvoir envoyer un plus grand nombre de députés au Parlement européen: "(...) le GERB va encore gagner les élections en Bulgarie, comme à chaque fois durant ces sept dernières années, en sachant garder la confiance des Bulgares dans la famille du PPE et ses valeurs.

THEODOR STOLOJAN, MdPE

Tête de liste PDL, Roumanie

Dans son intervention, Theodor Stolojan évoque le profil électoral de cette année 2014 en Roumanie et propose quelques thèmes essentiels qu'il conviendrait d'aborder prochainement.

À l'approche des élections au Parlement européen et des élections présidentielles prévues à l'automne de cette année, les partis politiques auront une nouvelle occasion de présenter leur vision sur l'avenir de la Roumanie et sur les objectifs que le pays doit poursuivre dans le cadre de l'Union européenne.

Le risque existe que les élections de mai et de novembre, pour différentes qu'elles soient en substance, se cantonnent à des thèmes de politique intérieure et ignorent pour ainsi dire les intérêts nationaux qui découlent de l'appartenance même de la Roumanie à l'Union européenne. En dépit de l'intérêt témoigné par les partis politiques aux élections européennes et des premières actions qu'ils entreprennent en vue du lancement de la campagne électorale, Theodor Stolojan attire l'attention sur le risque de voir les électeurs se désintéresser du peu de débats portant sur des questions européennes, ce qui entraînera un faible taux de participation lors du scrutin.

Pourtant, la campagne pour les élections au Parlement européen doit être vue comme une bonne occasion d'entamer des débats et des discussions autour de certains sujets intéressant la Roumanie et ses citoyens. Ainsi, parmi les thèmes que Theodor Stolojan considère comme utiles, figurent les questions suivantes:

1. L'adhésion à l'espace Schengen

Bien que, dans une résolution adoptée dès 2011, le Parlement européen ait constaté que la Bulgarie et la Roumanie avaient réuni les conditions nécessaires à leur adhésion à l'espace Schengen, ces deux pays ne se sont pas encore vu indiquer de date précise de la part du Conseil euro-



Theodor **STOLOJAN**, MdPE, tête de liste PDL, Roumanie

péen. L'opposition de certains États membres de l'Union et le recours à des critères politiques nouveaux au détriment des critères techniques, auxquels il est déjà satisfait, ont abouti à une certaine désillusion dans les rangs des citoyens bulgares et roumains. Or, tant que l'adhésion à l'espace Schengen restera une obligation imposée par les traités d'adhésion, de même qu'un souhait de la Bulgarie et de la Roumanie, les États membres devraient constater le respect des conditions prévues dans l'acquis de Schengen et trouver dans les plus brefs délais une solution en vue d'un vote à l'unanimité au Conseil.

2. L'énergie et les politiques climatiques face à la compétitivité industrielle

En Roumanie, contrairement aux grands concurrents de l'Union, le prix de l'énergie est influencé par les politiques européennes destinées à prévenir et à com-

battre les dangers du changement climatique. De ce fait, tant les consommateurs particuliers que les consommateurs industriels supportent des coûts de plus en plus élevés, dont la part relative dans les revenus ou les coûts de production est en augmentation. Dans la mesure où la lutte contre le changement climatique reste une priorité stratégique de l'Union européenne, le contexte financier et économique exige que nous trouvions un juste équilibre entre les politiques environnementales et les politiques industrielles. Si l'optimisation de la compétitivité et de la viabilité de l'industrie de l'Union européenne constitue l'un des principaux moteurs de la croissance économique et de la création d'emplois, la réalisation de ces objectifs dépend dans une large mesure de la qualité de la gouvernance et de la confirmation des initiatives politiques qui influent sur les coûts de production et les prix payés par l'utilisateur final.

3. La stratégie pour le Danube

Adoptée en 2011, la stratégie européenne pour la région du Danube prône un développement durable au niveau macrorégional et réunit 14 États membres de l'Union et pays tiers de ce bassin fluvial. Dépourvu de ligne financière propre, cet instrument européen de coopération prévoit que le financement des projets s'effectue au moyen des fonds européens existants, des contributions provenant des budgets nationaux, régionaux ou locaux, des fonds obtenus auprès des institutions financières internationales, etc. L'expérience de ces dernières années a toutefois démontré que ce système de mise en commun des ressources financières n'a pas produit les résultats escomptés. Pour ne pas manquer l'occasion d'atteindre des objectifs prioritaires dans des domaines tels que les transports, l'énergie, la protection de l'environnement, etc., il convient de trouver de nouveaux mécanismes qui facilitent la mise en œuvre de la vision stratégique présentée initialement dans le cadre de la stratégie pour le Danube.

4. La stratégie pour la mer Noire

Dès le mois de janvier 2011, le Parlement européen a adopté une résolution dans laquelle il invite la Commission et le Service européen pour l'action extérieure

à élaborer une stratégie pour la région de la mer Noire. Cette stratégie était censée réunir l'Union et tous les États riverains dans un effort commun visant à recenser les principaux défis et les principales chances de la région, dans le but de contribuer au renforcement de la stabilité, de la sécurité, de la coopération régionale et de la prospérité durable autour de la mer Noire. Dans le contexte des évolutions qui caractérisent la région, il est souhaitable que toutes les parties intéressées s'efforcent d'améliorer l'efficacité des mécanismes existants, afin de tirer parti du potentiel stratégique de cette initiative, mais aussi de tous les autres avantages qui découlent de la complémentarité entre celle-ci, d'une part, et la stratégie européenne pour la région du Danube ainsi que le Partenariat oriental, de l'autre.

5. L'intégration des Roms

L'intégration des Roms, question qui figure depuis longtemps à l'agenda de l'Union européenne, doit être dynamisée grâce à des efforts déployés au niveau national ainsi qu'à une meilleure coordination au niveau européen. Les États membres ont élaboré des stratégies et des plans nationaux pour l'intégration des Roms et la mise en œuvre de ceux-ci par le biais de mesures et d'objectifs concrets peut aboutir à une amélioration de l'intégration économique et sociale des représentants de cette ethnie dans l'ensemble de l'Union. Nous devons toutefois nous attendre à ce qu'une stratégie européenne d'intégration des Roms apporte une valeur ajoutée aux stratégies nationales en la matière, et offre un cadre supérieur pour la coordination, le suivi et l'évaluation.

6. La qualité et l'efficacité des fonds européens

Si, pendant une longue période, les débats relatifs aux fonds européens se sont notamment penchés sur l'aspect du taux d'absorption, les enveloppes budgétaires du nouveau cadre financier pluriannuel nous conduisent à adopter un critère de performance axé sur la qualité et l'efficacité. En raison des contractions économiques constatées dans la majorité des États membres et, implicitement, de la réduction des contributions au budget de l'Union, les fonds européens devraient s'orienter vers les objectifs susceptibles de produire une valeur ajoutée supérieure et durable.

DÉBAT : L'EUROPE EST LA SOLUTION



Charles **Flanagan** MP (Fine Gael, IE), président du groupe parlementaire Fine Gael au Parlement irlandais (Dáil Éireann), souligne que les questions les plus importantes de cette élection sont le taux de participation prévu et la motivation des citoyens à voter. Selon lui, le problème vient du fait qu'au fil des années, nous n'avons pas su comment aborder la question

du taux de participation de manière efficace, ne faisant que comparer le taux de participation aux élections de 1979, qui s'élevait à 63-64 %, à celui des dernières élections de 2009, qui était de 40 % seulement. Le député irlandais souligne que partout en Europe, il est courant de rejeter la faute sur l'Union européenne, et que lors des élections nationales, les citoyens votent dans le but de punir ceux qui prennent des mesures impopulaires. Il pense que les hommes politiques devraient changer leur comportement envers l'Union européenne. Selon lui, "les parlements nationaux ont tendance à s'attribuer le mérite des changements positifs et à associer Bruxelles aux mauvaises nouvelles. Un changement culturel est nécessaire, et il doit être réalisé dans les Parlements nationaux. Contrairement aux parlements nationaux, le Parlement européen n'est pas de nature conflictuelle. En Irlande, les véritables ennemis de Fine Gael ne sont pas les socialistes mais les personnes qui s'opposent à l'austérité et les eurosceptiques.



Emanuelis **Zingeris** MP (TS-LKD, LT), vice-président de la commission des affaires européennes au Parlement lituanien (Seimas), évoque le besoin de davantage d'Europe dans le contexte de la crise ukrainienne: "Aujourd'hui en Lituanie, nous faisons face à la même situation que dans les années 1990, et pourtant, plus de 80 % de

Lituanais sont en faveur de l'Europe. Nous devrions dire à nos citoyens que nos politiques seront fortes, que notre politique énergétique sera forte, et que notre réponse à la Russie sera forte. Le député lituanien souligne également le besoin d'une réponse appropriée aux mouvements anti-chrétiens du Moyen-Orient avec, dans le même temps, un soutien des changements démocratiques du monde musulman, particulièrement dans le Maghreb.



Rafał **Grupiński** MP (PO, PL), président du groupe parlementaire plate-forme civique, poursuit le sujet de la situation en Ukraine et fait le lien avec la campagne électorale en Pologne. Il cite Jerzy Giedroyc, écrivain et militant politique, et explique que ce dernier avait raison quand il affirmait que l'adhésion de la Pologne à l'OTAN ne lui garantissait pas

sa sécurité; elle lui est garantie par une situation et une croissance économique stables en Ukraine. Cela est également vrai pour le reste de l'Europe; si l'Ukraine est stable et possède une économie de marché solide, elle pourrait être un État-tampon, non seulement entre la Pologne et la Russie, mais entre toute l'Union européenne et la Russie.



Jean **Bizet** MP (UMP, FR), vice-président de la commission des affaires européennes au Sénat, explique que, traditionnellement, les Français considèrent la mondialisation comme quelque chose de négatif (ils pensaient d'ailleurs que l'Europe les en protégerait), tandis que les Anglo-saxons ont accueilli la mondialisation comme une chance. À notre

grande déception, en France, le Front National profite de cette perception qu'ont les Français de la mondialisation.



Alain **Lamassoure** MdPE (FR), président de la commission des budgets, souligne l'importance du débat télévisé qui aura lieu sur France24 entre M. Juncker et M. Schulz. "Nous avons besoin d'un plan d'action pour les expatriés européens il y a 13 millions d'expatriés dans le monde qui font face à des problèmes administratifs concernant le

remboursement de frais de soins de santé, leur retraite ou l'équivalence de leurs diplômes.

QUATRIÈME SÉANCE

BILAN DE LA PRÉSIDENTENCE GRECQUE

KONSTANTINOS MOUSSOUROULIS, MP

Vice-président de la commission des affaires européennes - Grèce

Monsieur le Président, chers collègues,

S'adressant récemment aux ministres européens des finances à Athènes, le premier ministre Antonis Samaras a évoqué la vision d'une Europe qui offre une chance à tous, qui se montre solidaire envers tous, qui exige la responsabilité de tous.

L'évolution du processus d'intégration montre bien que cette vision peut devenir réalité. Son importance aux yeux des Européens sera jugée lors des prochaines élections. Il conviendra d'observer la situation avec prudence. Si le taux d'abstention, notamment chez les jeunes, connaît une forte augmentation et si les partis anti-européens ou les blocs extrémistes rencontrent un succès prononcé, il faut s'attendre à une succession de bouleversements et à un repli sur soi.

Or, la politique permet de combiner cette vision aux résultats et aux solutions concrètes. C'est notre famille politique, le PPE, qui a eu la vision et les solutions concrètes pour l'Europe.

Cependant, les solutions concrètes ne sont pas toujours convaincantes pour les citoyens, surtout aujourd'hui, où la précarité, l'insécurité, le chômage et la pauvreté sont le lot quotidien d'une majorité des Européens.

Tel est le principal danger qui menace l'Europe. L'avenir se joue aujourd'hui, comme on l'a déjà dit. Nous avons donc besoin de solutions immédiates et convaincantes pour le présent.

Un autre danger, et non des moindres, est d'oublier le passé: "Ceux qui oublient le passé sont condamnés à le revivre", avait dit le philosophe espagnol George Santayana.

Avant le miracle de la paix, de la stabilité et de la prospérité, il y a eu la tragédie de la guerre, de l'instabilité et de la misère. Personne ne doit l'oublier.



Konstantinos MOUSSOUROULIS, MP, Vice-président de la commission des affaires européennes - Grèce

Le PPE sera la première force politique en Europe et la plus puissante. Si nous œuvrons tous à inverser la tendance actuelle, notre réunion d'aujourd'hui contribuera notablement à ce changement.

La stimulation de la croissance et de l'emploi et la protection de la cohésion sociale, le renforcement de l'Union, et notamment de l'UEM, les réponses aux défis extérieurs ainsi que la promotion de politiques transversales comme la politique maritime intégrée constituent les grandes priorités de la Présidence grecque, une présidence marquée par une durée limitée – en raison des élections – mais bien remplie.

Dans le temps qui m'est imparti, je tâcherai de donner une brève analyse des éléments les plus importants qui constituent, à ce jour, le bilan de la Présidence grecque, et ce pour chaque priorité.

Stimulation de la croissance et de l'emploi et protection de la cohésion sociale

L'adoption du paquet législatif sur les ressources propres garantira le financement rapide et constant des politiques européennes. De nouvelles règles régissant le Fonds européen de solidarité ont été décidées (afin de permettre une réaction plus rapide du Fonds en cas de catastrophe naturelle et d'aider les régions sinistrées de l'Union).

Dans le domaine de la politique de la pêche, l'approbation par le Conseil de la proposition finale de compromis présentée par la Présidence pour le Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, qui garantit le financement efficace de la nouvelle politique commune de la pêche de l'Union, est tout aussi importante.

Avancées dans l'achèvement des Actes I et II pour le marché unique

Des progrès importants ont été accomplis également dans le domaine de la compétitivité grâce à des actes législatifs qui contribuent à l'achèvement du marché unique:

1. la directive relative à la facturation électronique dans le cadre des marchés publics, qui vise à réduire les barrières commerciales, notamment pour les petites et moyennes entreprises, en favorisant l'harmonisation et la compatibilité des systèmes de facturation électronique dans les États membres;
2. le règlement sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur, qui garantit des transactions électroniques sûres, fiables et adaptées au consommateur entre les entreprises, les particuliers et les services publics (e-commerce);
3. la directive sur la publication d'informations extra-financières et d'informations relatives à la diversité par certaines grandes sociétés européennes et certains groupes, qui vise à renforcer la transparence en vue d'améliorer la compétitivité globale et l'efficacité du marché unique tout en contribuant à la lutte contre l'évasion fiscale.

Financement à long terme de l'économie (infrastructures et PME)

- Adoption d'un paquet d'investissements dans le domaine de l'innovation, lequel crée un nouveau type de coopération entre le secteur public et le secteur privé en vue de relancer la croissance et le marché européen de l'emploi.
- Adoption, dans le domaine des télécommunications, de la directive relative à des mesures visant à réduire le coût du déploiement de réseaux de communications électroniques à haut débit: il s'agit d'une initiative importante pour encourager l'investissement dans les réseaux de nouvelle génération afin d'accélérer le développement de réseaux à haut débit permettant une diminution substantielle du coût.
- Adoption du règlement concernant des orientations pour le déploiement et l'interopérabilité des réseaux transeuropéens de télécommunications.

Dans le domaine de l'emploi, l'objectif essentiel pour l'Union européenne, et plus particulièrement pour la Grèce, est de réduire le chômage, notamment le chômage des jeunes. Dans ce cadre, il est très important de parvenir à un accord avec le Parlement européen sur la proposition de compromis présentée par la Présidence en vue du renforcement de la coopération entre les services publics de l'emploi, qui devrait améliorer l'efficacité des structures actuelles de lutte contre le chômage tout en contribuant au rétablissement du bon fonctionnement du marché de l'emploi.

Approfondissement de l'Union européenne et de l'UEM

- a. Le Conseil a accepté le texte proposé par le Parlement européen en ce qui concerne le règlement modifiant certaines dispositions ayant trait à la gestion financière pour certains États membres qui connaissent ou risquent de connaître de graves difficultés quant à leur stabilité financière.
- b. L'accord politique conclu sur le MRU, le mécanisme de résolution unique, constitue un accord essentiel pour approfondir l'Union et une avancée importante dans la mise en place de l'union bancaire.

En vue de l'harmonisation des politiques des États membres dans le secteur financier, les textes suivants ont également été adoptés:

- la directive relative aux systèmes de garantie des dépôts, qui simplifie et harmonise les systèmes nationaux de l'Union européenne et renforce la protection des déposants et de leurs dépôts jusqu'à 100 000 euros;
- la directive relative aux dépositaires centraux de titres, qui vise à renforcer la sécurité du système de règlement des titres et à ouvrir le marché des services des dépositaires centraux de titres.

Enfin, un accord politique a été dégagé avec le Parlement européen en ce qui concerne:

- la directive et le règlement concernant les marchés d'instruments financiers (qui renforcent la sécurité et la transparence du système financier et garantissent la stabilité des marchés financiers ainsi que la protection des investisseurs);
- la directive concernant les organismes de placement collectif en valeurs mobilières, qui porte sur les exigences imposées aux dépositaires, les politiques d'indemnisation et les sanctions, en vue de renforcer la gestion efficace des risques ainsi que la confiance et la protection des investisseurs.

Immigration, gestion des frontières et mobilité des citoyens de l'Union dans le cadre du renforcement de la sécurité européenne

La question de l'immigration et de sa gestion constitue une priorité fondamentale de la Présidence grecque, qu'il s'agisse de l'immigration légale et de la mobilité ou des flux migratoires illégaux. Dans ce cadre, les progrès les plus significatifs de la Présidence grecque concernent la révision de la liste des pays tiers dont les ressortissants sont soumis à l'obligation de visa pour franchir les frontières extérieures de l'Union et de ceux qui sont exemptés de cette obligation. De même, il importe de souligner l'adoption de la directive relative aux conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers aux fins d'un emploi saisonnier ainsi que le soutien du COREPER II au compromis obtenu par la Présidence lors des trilogues avec le Parlement européen en ce qui concerne la directive établissant les

conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers dans le cadre d'un détachement intergroupe.

La Présidence grecque est également à l'origine de l'adoption du règlement pour la surveillance des frontières maritimes extérieures de l'Union dans le cadre de la collaboration que coordonne FRONTEX.

Dans le domaine de la justice, des progrès notables ont été enregistrés dans les textes qui protègent les intérêts financiers de l'Union ainsi que des citoyens européens et des entreprises européennes grâce à l'harmonisation des dispositions législatives et à la collaboration entre les États membres en matière civile et commerciale.

En particulier, les textes suivants ont été adoptés:

- la directive remplaçant la décision-cadre relative à la protection pénale de l'euro et des autres monnaies contre la contrefaçon;
- la directive sur le gel et la confiscation des produits du crime dans l'Union européenne, qui facilitera la lutte contre la criminalité organisée transfrontalière grâce à l'harmonisation des dispositions législatives nationales relatives aux pays tiers et à la mise en œuvre de mesures de sauvegarde généralisées;
- le règlement portant création d'une ordonnance européenne de saisie conservatoire des comptes bancaires, destinée à faciliter le recouvrement transfrontalier de créances en matière civile et commerciale en renforçant le commerce transfrontalier.

Politiques maritimes européennes – politiques transversales

L'adoption par le Conseil des propositions de directives relatives, l'une à la planification de l'espace maritime et l'autre à l'équipement des navires, constitue un des grands acquis de la Présidence grecque car elles ont directement trait à la sécurité de la navigation et à la préservation du milieu marin et devraient avoir des retombées importantes pour le tourisme et l'environnement.

Des progrès importants ont déjà été accomplis dans la protection de l'environnement et de la qualité de la vie des citoyens.

On peut notamment citer en exemple les accords suivants, conclus par la Présidence grecque et ratifiés par le Conseil:

- la définition de règles et de procédures relatives à l'introduction de restrictions de bruit dans l'exploitation des aéroports de l'Union;
- la modification du règlement relatif à la diminution des émissions de CO2 des véhicules utilitaires légers neufs à partir de 2020, le système communautaire d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre en ce qui concerne les émissions du transport aérien et la modification du règlement sur les transferts de déchets.

Ces accords témoignent de la place essentielle qu'occupe le citoyen européen dans les priorités de la Présidence grecque et de l'Union.

Dans le domaine de la culture, un des grands acquis de la Présidence grecque a été l'accord avec le Parlement européen sur la décision relative aux capitales européennes de la culture pour la période 2020-2033, qui garantit ainsi la poursuite de cette manifestation européenne si importante.

La Présidence grecque a obtenu l'approbation unanime, par les États membres, de l'accord informel avec le Parlement européen sur la directive relative à la restitution des biens culturels ayant illégalement quitté le territoire d'un État membre, ce qui devrait renforcer l'efficacité des mécanismes garantissant le retour des trésors nationaux des États membres.

Je terminerai par deux accords portant sur des questions institutionnelles:

- le règlement relatif au statut et au financement des fondations politiques européennes. Ce nouveau règlement constitue le couronnement de la Présidence grecque dans le domaine institutionnel et devrait améliorer la qualité de la démocratie représentative au niveau européen grâce à l'émergence de véritables partis politiques européens transnationaux susceptibles de jouer un rôle actif et de combler le fossé qui sépare les scènes politiques nationales de la scène politique européenne.

- le lancement, sur instruction du COREPER, du premier trilogue informel avec le Parlement européen sur la révision du statut du Tribunal de l'Union européenne, et notamment du nombre de juges.

Mesdames et Messieurs,

Les priorités de la Présidence grecque sont aussi les priorités de l'Europe. Le chemin du redressement économique et social est difficile et semé d'embûches. Il exige des sacrifices importants, du courage et de la ténacité.

L'Europe a prouvé qu'elle était en mesure de relever chacun de ces défis. Or, ces défis requièrent des efforts constants et coordonnés qui peuvent et qui doivent déboucher sur des résultats. Pour ce faire, il est indispensable que notre action soit commune: ce n'est qu'ensemble et unis que nous pourrons relever ces défis et concrétiser notre rêve européen commun, celui d'une Europe unie, qui fait preuve de solidarité et qui agit en faveur de ses citoyens, une Europe pour les peuples.

Je vous remercie.



Claude **WISELER**, MP, Vice-président du groupe parlementaire social-chrétien luxembourgeois à la Chambre des députés



Matej **TONIN**, MP, Président du groupe parlementaire Nouvelle Slovénie à l'Assemblée nationale slovène



Heikki **AUTTO**, MP, Membre de la commission d'administration au Parlement finlandais



Manfred **WEBER**, MdPE (DE), Vice-président du Groupe PPE et Jean-Claude **JUNCKER**, Candidat PPE à la Présidence de la Commission européenne



Joseph **DAUL**, MdPE, Président du Groupe PPE, Président du Parti Populaire européen et Nicos **TORNARITIS**, MP, Porte-parole du groupe parlementaire Parti du Rassemblement démocratique à la Chambre des représentants de Chypre

DÉCLARATION FINALE DU 20ème SOMMET

BRUXELLES, LE 7 AVRIL 2014

Nous voulons une Europe unie.
Nous voulons une société saine, davantage axée sur la solidarité entre tous les Européens.

L'Europe est pour nous une vaste communauté de valeurs et de principes, parmi lesquels la liberté, la responsabilité, la justice, la sécurité, le respect de la dignité de la vie humaine et l'égalité entre les hommes et les femmes. Nous voulons une Europe très visible sur les grands enjeux, plus discrète sur les questions de moindre importance.

Les présidents des groupes parlementaires du PPE tiennent à garantir la paix et la sécurité en Europe et dans ses pays voisins. Dès lors, ils sont convaincus que la solution à la crise ukrainienne doit être fondée sur l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance de l'Ukraine, conformément à sa constitution et dans le plein respect des normes internationales, de la charte des Nations unies et de l'acte final d'Helsinki de l'OSCE.

En cette période importante précédant les élections européennes, les présidents des groupes parlementaires du PPE aux niveaux national et européen sont conscients de l'importance du vote qui sera exprimé par les citoyens européens lors du scrutin du mois de mai. Nous considérons que leur principale responsabilité est d'encourager la participation des citoyens européens aux prochaines élections de mai. Nous dirigeons nos efforts vers un seul but: inciter les citoyens à voter. C'est l'avenir de l'Europe qui est en jeu.

Le renouvellement des institutions européennes, en particulier du Parlement européen, et l'élection du président de la Commission européenne en vertu des nouvelles dispositions du traité sur l'Union européenne refléteront les attentes des électeurs, ce qui renforcera le caractère démocratique de l'Union européenne et la rapprochera des citoyens.

Le président de la Commission européenne doit être élu conformément à la lettre et à l'esprit du traité, et en tenant pleinement compte des résultats des élections européennes. Le candidat appelé à devenir le prochain président de la Commission européenne devra être choisi au sein de la famille politique capable de former la majorité qualifiée nécessaire au Parlement européen.

Nous soutenons fermement Jean-Claude Juncker en tant que candidat à la présidence de la Commission européenne, pour son expérience aux affaires publiques, pour ses qualités de démocrate ouvert au dialogue et son esprit de solidarité, pour ses convictions européennes fortes et pour son programme ambitieux axé sur l'harmonie sociale, la stabilité financière, la modernisation et le progrès économique.

Selon nous, l'Union européenne est à même de résoudre la crise économique qui a balayé tous les niveaux de la société. Nous sommes convaincus que des choix clairs sont nécessaires pour trouver des solutions à la crise, et notre parti, le PPE, a prouvé qu'il était le parti d'un gouvernement responsable, qui a agi quand les autres parlaient et qui n'a cessé de faire des efforts pour sortir l'Europe de la crise.

Nous ne voulons pas contracter des dettes qui seront le fardeau de nos enfants. Nous voulons une économie européenne compétitive et innovante; nous voulons créer des conditions favorables à une reprise durable de la croissance et de l'emploi. Nous savons que la création d'emplois et le maintien des richesses ne peuvent se faire que par des investissements ciblés, et que des réformes sont nécessaires.

Nous sommes déterminés à faire en sorte que tous les citoyens européens puissent de nouveau avoir confiance en l'avenir.

Nous, présidents des groupes parlementaires du PPE, mettons tout en œuvre pour créer un environnement propice aux entrepreneurs et aux entreprises familiales, où l'entrepreneuriat est récompensé, et non freiné. Notre principal objectif politique est de créer des conditions favorables à la bonne progression de nos entreprises. Moins de bureaucratie et un environnement réellement favorable aux entreprises, voilà ce dont l'Union européenne a besoin.

Nous sommes résolus à remporter la victoire aux élections européennes. L'Union européenne a besoin de renforcer le caractère représentatif de ses institutions et de consolider la place du PPE en tant que principale force politique active.

L'Union européenne est un modèle de sécurité, d'harmonie sociale et de démocratie. Nous sommes déterminés à préserver ces acquis. Les candidats du PPE ont tout notre soutien.

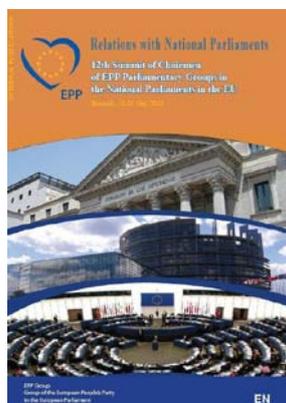
Dernières publications internes

Séries “Parlements nationaux”

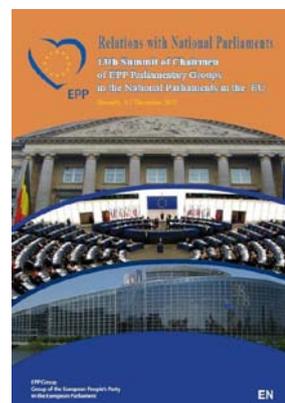
Groupe PPE au Parlement européen



Joint Parliamentary Meeting on
A New Deal for European Economic Recovery?
(16-17 February 2009)
June 2009/ EN, FR



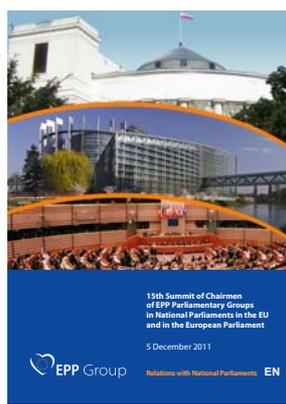
12th Summit of Chairmen of EPP
Parliamentary Groups in the National
Parliaments in the EU
(10-11 May 2010)
November 2010/ EN, FR



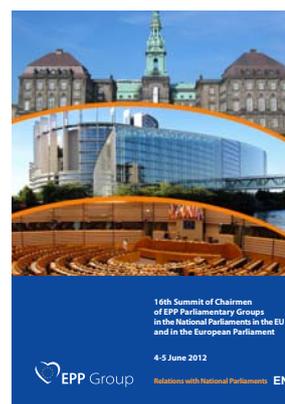
13th Summit of Chairmen of EPP
Parliamentary Groups in the National
Parliaments in the EU
(6-7 December 2010)
January 2011/ EN, FR



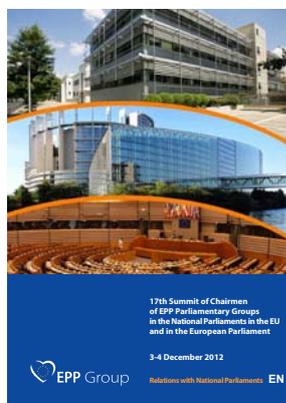
14th Summit of Chairmen of EPP
Parliamentary Groups in the National
Parliaments in the EU
(27-28 June 2011)
December 2011/ EN, FR



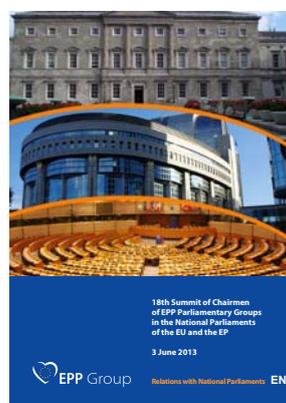
15th Summit of Chairmen of EPP
Parliamentary Groups in the National
Parliaments in the EU
(5 December 2011)
May 2012/ EN, FR



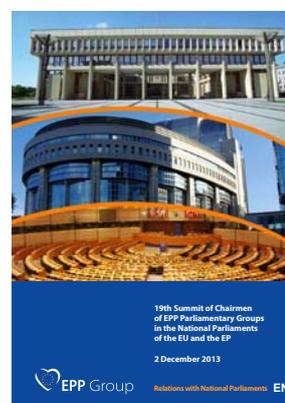
16th Summit of Chairmen of EPP
Parliamentary Groups in the National
Parliaments in the EU and in the EP
(4-5 June 2012)
December 2012/ EN, FR



17th Summit of Chairmen of EPP
Parliamentary Groups in the National
Parliaments in the EU
(3-4 December 2012)
May 2013/ EN, FR



18th Summit of Chairmen of EPP
Parliamentary Groups in the National
Parliaments in the EU
(3 June 2013)
May 2013/ EN, FR



19th Summit of Chairmen of EPP
Parliamentary Groups in the National
Parliaments in the EU
(2 December 2013)
April 2014/ EN, FR



Groupe PPE
au Parlement européen

Publié par : Cellule Publications
Service de Presse et Communications
Groupe PPE au Parlement européen

Editeur : Pedro López de Pablo

Responsable : Beatrice Scarascia Mugnozza
Relations avec les Parlements Nationaux

Adresse: Parlement européen
47-53 rue Wiertz
B - 1047 Bruxelles
Belgique

Internet: <http://www.eppgroup.eu>

E-mail: epp-nationalparliaments@europarl.europa.eu

Copyright: Groupe PPE au Parlement européen